

Chapitre 3. Rome ou Moscou, une Église entre deux réformes

Le mois de janvier 1959 apportera à la société cubaine des éléments qui marqueront toute son histoire postérieure, tant à l'interne comme à l'externe. Dans la première nuit de cette année-là, le dictateur Fulgencio Batista, obligé de reconnaître sa défaite aux mains des guérilleros, s'enfuit du pays. Il se réfugie en République Dominicaine, où un autre dictateur, Rafael Leónidas Trujillo, exerce le pouvoir. Le vide laissé à Cuba est tout de suite comblé par les insurgés qui mettent en place un gouvernement formé de gens provenant de différents secteurs de la société et dont les orientations politiques sont diverses. En même temps, à Rome, le pape Jean XXIII annonce son intention de convoquer un nouveau concile œcuménique, dont les objectifs et les sujets à traiter bénéficieront non seulement au peuple catholique, mais à l'ensemble du peuple de Dieu²⁵⁵. À première vue, ces deux événements semblent isolés, sans liens apparents, mais au fond ils sont interconnectés; ils influent l'un sur l'autre et ensemble ils écrivent, en cette deuxième moitié du XX^e et début du XXI^e siècle, un chapitre important de l'histoire de Cuba.

3.1 Catholicisme et révolution cubaine : l'illusion d'une bonne entente

Au cours des premiers jours de la révolution on pouvait palper la fierté, la joie et la reconnaissance que se prodiguaient entre eux tous les secteurs sociaux qui, chacun à leur manière, avaient contribué à faire tomber le régime de Fulgencio Batista. Cette harmonie tombait à point en ce moment critique où se faisait sentir l'urgence de reconstruire la nation de fond en comble, non seulement au plan économique et politique, mais aussi au plan moral, spirituel et civique. Luis María Buch Rodríguez, qui fut ministre de la présidence pendant ces journées de grande effervescence écrivait ces lignes :

Tard dans la nuit du 1^{er} janvier, la radio invite la population de Santiago de Cuba à se rassembler au centre-ville, à la place Céspedes²⁵⁶. Des milliers de personnes se sont alors massées en face de l'édifice de la Commune pour entendre le commandant Fidel Castro donner ses orientations. À cette occasion, le premier à prendre la parole et à

²⁵⁵ « Le jour même de l'annonce officielle, la salle de presse du Vatican publiait un communiqué précisant que le concile n'a pas seulement pour but, dans la pensée du Saint-Père, le bien être spirituel du peuple chrétien, mais veut être également une invitation aux communautés séparées pour la recherche de l'unité à laquelle tant d'âmes aspirent aujourd'hui sur toute l'étendue de la Terre » Yves Chiron, *Histoire des conciles*, Perrin, 2011, p. 239.

²⁵⁶ Il s'agit du parc central de la Ville de Santiago de Cuba, à l'est du pays.

Parque Céspedes de Santiago de Cuba. Constituye la plaza principal de la ciudad de Santiago de Cuba y por tanto el centro de mayor jerarquía.

transmettre un message de paix fut Monseigneur Enrique Pérez Serantes, archevêque de Santiago de Cuba. Le commandant Raúl Castro Ruz s'adressera à la foule après lui [...] ²⁵⁷.

Suite au discours de l'archevêque, l'Église catholique et la révolution ont scellé une véritable alliance pour la reconstruction de la société dans son ensemble ²⁵⁸. Deux choses sont mises en évidence lors de cet événement emblématique: d'un côté, l'opposition à la dictature de Batista dans laquelle certains évêques, prêtres et communautés religieuses d'un peu partout dans le pays s'étaient impliqués, se voit ici reconnue et renforcée; et, d'un autre côté, l'Église fait la démonstration très nette qu'elle est très heureuse de voir enfin le peuple cubain libéré de l'énorme joug matériel et politico-social qui pesait sur lui.

Le 3 janvier 1959, le même archevêque de Santiago de Cuba, Mgr Pérez Serantes, publie une lettre circulaire intitulée : « *Vida Nueva* » (Vie nouvelle). Motivée par la victoire des révolutionnaires, la lettre témoigne d'un grand respect à l'égard des révolutionnaires et incite fortement à avoir foi en l'avenir. Elle se divise en quatre parties. Dès ses premières lignes, elle fait l'éloge de la personne de Fidel Castro :

L'engagement singulier d'un homme aux qualités exceptionnelles a été soutenu par l'enthousiasme de la quasi-totalité des citoyens de la province et d'une partie considérable du peuple cubain; cet engagement s'est appuyé sur l'effort endurent des courageux partisans, en particulier de ceux de l'est du pays, toujours héroïques et à l'avant-garde pour la défense de la patrie; ensemble ils ont été l'instrument par lequel la Divine Providence a écrit dans le ciel de Cuba le mot TRIOMPHE (sic). Le chef suprême du mouvement a donc pu ainsi porter de l'ouest à l'est du pays les lauriers d'une victoire extraordinairement retentissante ²⁵⁹.

Après avoir commencé ainsi sa lettre circulaire, le père Serantes, en revenant plus loin sur les sacrifices héroïques consentis par les combattants pour restituer la liberté au pays, estime qu'à partir de ce moment commence pour tout le peuple une période de transition vers un avenir meilleur. Il lance alors un appel pour que la construction de la nouvelle société se fasse sur la base de la démocratie, du respect envers tous les Cubains et de l'égalité entre les individus. La mention de deux encycliques qui

²⁵⁷ Luis M. Buch, et Reinaldo Suárez, *Gobierno revolucionario, primeros pasos*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2009, p. 45.

²⁵⁸ Ignacio Uría, *Iglesia y revolución en Cuba, Enrique Pérez Serantes (1883-1968), el obispo que salvó a Fidel*, Madrid, Ediciones Encuentro, 2011, p. 256.

²⁵⁹ «Vida Nueva», dans Conferencia de Obispos católicos de Cuba, *La voz de la Iglesia en Cuba, 100 documentos episcopales*, México D.F., 1995, p. 53 – 59.

structurent la doctrine sociale de l'Église catholique, *Rerum Novarum*, de Léon XIII et *Quadragesimo Anno*, de Pie XI, (qu'il recommande de lire), témoigne de l'attachement de l'évêque à la doctrine sociale de l'Église.

Le 2 janvier 1959, le nouveau gouvernement dirigé par Fidel Castro, se met en marche vers La Havane, capitale de la république et siège historique du gouvernement. Sur tout le parcours, que l'histoire saluera comme « la Caravane de la liberté », l'armée révolutionnaire soulève admiration et appui de toutes parts²⁶⁰, y compris de l'Église. J'emploie ici le mot « Église » dans son acception la plus large pour désigner tout le Peuple de Dieu qui pèrègrine à Cuba, dont l'Église catholique, bien sûr, et toutes les branches du protestantisme présentes dans le pays. À l'instar de l'Église catholique, les Églises protestantes ne manquèrent pas de manifester leur appui au nouveau gouvernement, et cela bien avant que les troupes ne se mettent en marche et n'entrent en triomphe dans la capitale, le 8 janvier. L'Église Baptiste, l'une des congrégations les plus actives dans le champ évangélique de l'île, a fait des dons importants, notamment en matériel pour la réforme agraire attendue depuis longtemps dans la campagne cubaine²⁶¹. Un autre pilier de l'évangélisme historique cubain, L'Église presbytérienne, a rendu pour sa part un vibrant hommage à ses anciens élèves victimes de la dictature de Batista²⁶². En accord avec les ministres évangéliques de La Havane, l'Église Méthodiste, quant à elle, a offert dans une de ses propriétés, le Collège Cadler, une réception chaleureuse au commandant Raul Castro et à son épouse Vilma Espín Guillois²⁶³. Enfin, de son côté, l'Église Adventiste a reçu Fidel Castro à bras ouverts à son collège « Las Antillas »²⁶⁴.

Par la suite, la plus importante revue du catholicisme de l'époque, « *la Quincena* », publie toute une série d'articles pour apporter son appui au processus social en cours, en raison de son caractère humaniste²⁶⁵. En même temps, l'Association catholique

²⁶⁰ Sous le titre : « Le chef de la révolution a été salué à son passage à travers le pays », le journal « *El Diario de la Marina* » le plus influent de la nation, commençait un article exposant la chaleureuse bienvenue dont l'armée avait été l'objet dans les villes de Cuba. Voir *Diario de la Marina*, édition du mardi 6 janvier 1959. González Muñoz, Alberto I, *Y vimos su gloria*, La Habana, Editorial Bautista, 2007.

²⁴¹ Voir Alberto González Muñoz, I, *Y vimos su gloria*, La Habana, Editorial Bautista, 2007.

²⁶² Caridad Diego Mason, *La revolución cubana en la vida de pastores y creyentes evangélicos* La Habana, Centro cultural Pablo de la Torriente Brau, 2004, p. 30.

²⁶³ Jean-Pierre Bastian, *Le protestantisme en Amérique Latine. Une approche socio-historique*, Genève, Labor et fides, 1994, p. 197.

²⁶⁴ Caridad Diego Mason, *op. cit.* p. 30.

²⁶⁵ « Depuis les pages de la revue *La Quincena*, son directeur le père Ignacio Biaín, appuya largement les lois révolutionnaires ; de la même manière procédait Andrés Valdespino, ex-président de la Jeunesse catholique Cubaine, à ce moment-là sous-secrétaire aux finances depuis la revue *Bohemia*. Dans les rangs du mouvement

universitaire crée le mouvement des Commandements ruraux²⁶⁶, formés d'étudiants qui se chargent de répandre l'instruction chez les habitants de la campagne cubaine²⁶⁷. Par des actions de ce genre, le catholicisme cubain, en réaffirmant sa vocation de mettre en pratique ce qu'il prêche, poursuit son engagement pour la justice sociale au-delà du changement d'époque. Il démontre ainsi qu'il n'est pas ancré dans le passé, mais qu'il est capable de comprendre le présent, de lire les signes des temps, et de se réadapter aux nouvelles circonstances. Le discours catholique d'alors, en effet, n'est pas conservateur. Loin de condamner la révolution, ce discours est progressiste et très favorable aux mesures qui promettent de faire avancer le peuple cubain sur le chemin du progrès. Ce discours et cette action missionnaire étaient à la hauteur de l'époque et à l'exemple du Christ.

La sympathie semble réciproque entre catholiques et révolutionnaires. Le 7 janvier 1959, au cours d'une entrevue avec les journalistes du *Diario de la Marina*²⁶⁸, le leader révolutionnaire reconnaît l'appui reçu de tous les secteurs de la population, et il souligne que l'apport de l'Église catholique a été simplement extraordinaire²⁶⁹. Cette lune de miel, malheureusement, ne durera pas très longtemps.

3.2 Les premiers désaccords

Aussitôt au pouvoir, le gouvernement révolutionnaire se met à la tâche de traduire en justice tous les coupables de crimes, dont celui de s'être enrichis de manière illégale pendant la dictature. Sur ce point, rien d'étonnant, car dans tout processus révolutionnaire, même humaniste, la chose est courante. Ce qui, cependant, surprend chez les révolutionnaires cubains, ce sont les moyens qu'ils emploient. Ils font un show médiatique des procédures judiciaires. Les audiences sont diffusées en direct à la télévision. De nombreux accusés sont condamnés à être fusillés; les exécutions

ouvrier, les dirigeants catholiques, tels que José de Jesús Planas, Reynol González, Rodolfo Riesgo, etc. occupaient des postes d'importance au sein de la Centrale de travailleurs de Cuba Révolutionnaire (CTC-R) », Pablo M. Alfonso, *Cuba, Castro y los católicos, del humanismo revolucionario al marxismo totalitario*, Miami, Ediciones Hispanoamericanas Books, 1985, p. 46.

²⁶⁶ Salvador E. Subirá-Turró, *ACU, 75 aniversario A.M.D.G. 1931–2006, breve historia de la Agrupación católica universitaria*, Miami, Ediciones Universal, 2006, P. 41.

²⁶⁷ Rappelons que, en 1954, l'Association catholique universitaire fut l'auteur du récit le plus complet sur la vie des habitants de la campagne cubaine. L'action d'y aller pour les instruire montrait le sérieux de l'engagement du catholicisme cubain, pour passer de la théorie –voir le document de sociologie rurale mentionné plus haut—à la pratique.

²⁶⁸ Fidel Castro Ruz, « Prestaron los católicos de Cuba su cooperación decidida a la causa de la libertad », *EL Diario de la Marina*, édition du 7 janvier 1959, année CXXVII, no 5, p. 1.

²⁶⁹ *Diario de la Marina*, édition du mercredi 7 janvier 1959.

peuvent être vues à la télé et suivies grâce à la couverture des médias²⁷⁰. La revue *Bohemia*, dont nous avons déjà parlé, consacre plusieurs numéros aux exécutions abondamment illustrées par des photos. Face à cette situation questionnable sur le plan moral et éthique, trois évêques : Alfredo Müller²⁷¹, auxiliaire à La Havane, Enrique Pérez Serantes de Santiago de Cuba et Alberto Villaverde Martín, de Matanzas, décident d'intervenir. Selon leurs déclarations, tous les trois sont d'accord pour reconnaître comme légitime le droit à recourir à la peine de mort, mais Monseigneur Pérez Serantes, pour sa part, intercède pour qu'on fasse quand même preuve de miséricorde.

[...] animés de sentiments chrétiens, nous nous permettons de conseiller au leader suprême du mouvement révolutionnaire qui, en plus de mériter le titre de grand champion de la liberté, mérite de figurer sur la liste des révolutionnaires les plus fameux, les plus courageux et les plus humanistes de l'Amérique, qu'il veuille bien, du haut de son immense gloire très justement conquise, nimbant son front de l'auréole lumineuse de la clémence; qu'à cette fin, et dans la mesure du possible, il daigne réduire les peines en créant un climat qui puisse favoriser une telle disposition. Les mères, les épouses et les filles des malheureux accusés n'oublieront jamais votre grandeur d'âme et elles vous en seront reconnaissantes; le peuple cubain, toujours prêt à pardonner, un admirateur fidèle du géant de la *Sierra Maestra*²⁷², applaudira et bénira ce grand geste [...]²⁷³.

Cette lettre ne semble pas avoir été bien accueillie par le gouvernement; en tout cas, elle ne produit rien de positif, tout au contraire. Au cours de ce même mois de janvier le gouvernement lance une première attaque contre l'Église. Le 13 janvier 1959, le ministère de l'éducation, alors dirigé par Armando Hart Dávalos, approuve la loi 11²⁷⁴ en vertu de laquelle sont annulés les diplômes décernés par les Universités catholiques durant la guerre civile²⁷⁵. La réaction de la hiérarchie catholique ne se fait pas attendre. Le 14 janvier le corpus universitaire rétorque dans une lettre en évoquant

²⁷⁰ Quelques-unes de ces exécutions furent enregistrées et grâce à l'internet aujourd'hui elles peuvent être vues sur divers sites web (<https://www.youtube.com/watch?v=ogKBqxnaWhU>); (<https://www.youtube.com/watch?v=I4RAEoJYM9M>) (consulté le 14 décembre 2016).

²⁷¹ Alberto R. Castro Figueroa, *Quo Vadis, Cuba ? Religión y revolución*, Bloomington, Palibrio 2012,

²⁷² La Sierra Maestra est un massif montagneux situé à l'extrême est de l'île de Cuba. C'était le lieu choisi par Fidel Castro et ses compagnons pour entamer la guerre civile qui les conduisit à la victoire (N.D.A.).

²⁷³ Article «El justo medio», dans Conferencia de Obispos católicos de Cuba, *La voz de la Iglesia en Cuba, 100 documentos episcopales*, México D.F., 1995, p. 60 – 63.

²⁷⁴ La nouvelle fit la manchette du *Diario de la Marina* le 13 janvier 1959 sous le titre de Dernière minute.

²⁷⁵ La loi touchait l'Université de Villanueva, l'Université sociale catholique San Juan Bautista et l'école électromécanique de Belén. L'auteur Ignacio Uría Rodríguez affirme que dans ces centres étudiaient alors plus de deux mil élèves. Ignacio Uría Rodríguez, *op. cit.*, p. 294.

l'importance sociale de l'université et le cadre légal dans lequel l'institution a été fondée²⁷⁶.

Dans le même texte ils rappellent l'appui que les universités catholiques ont apporté au processus révolutionnaire autant pendant la guerre civile contre Batista qu'après²⁷⁷. Le 13 février Monseigneur Enrique Pérez Serantes publie l'article « *La Enseñanza privada* » (l'Enseignement privé) qui constitue une défense tant à la fois de l'université catholique et de l'enseignement religieux. Selon ses arguments, l'éducation offerte par le catholicisme bénéficie largement à la société étant donné qu'elle contribue à la formation des citoyens responsables sans que cela entraîne une charge financière au trésor de l'État.

Au cours du même mois, le 18, est diffusée une lettre circulaire portant la signature de l'archevêque Mgr Pérez Serantes et celle de tous les évêques cubains, dont le Cardinal Manuel Arteaga²⁷⁸. La lettre en question commence par réaffirmer la confiance de l'Église en la révolution, pour ensuite rappeler que ce sont les parents seulement qui ont le droit de choisir l'éducation de leurs enfants. La lettre, curieusement, s'adresse en premier lieu aux catholiques, qui, selon les auteurs, représentent 95% de la population du pays; mais elle s'adresse aussi, très respectueusement et fraternellement, aux protestants du pays. Ceci pourrait être interprété comme une tentative de la part des évêques catholiques de se rapprocher des Protestants cubains, non pas tellement en raison d'objectifs communs, mais par le fait de se retrouver tous dans le même camp, également victimes des mêmes politiques antireligieuses. Dans les mois suivants, les relations entre l'Église catholique et le gouvernement révolutionnaire vont se détériorer, alors même que l'Église continuera d'appuyer les lois et décrets de profond contenu social, comme, par exemple, la fameuse loi de la Réforme agraire²⁷⁹.

²⁷⁶ « L'Université catholique de Villanueva, comme toutes les autres à caractère privée, s'est impliquée dans l'éducation et la formation des citoyens utiles à l'avenir, et tout cela par le biais de la loi de la République no 15 de 1950 [...] », la lettre fut publiée dans le journal *Diario de la Marina*, année CXXVII, no 11, édition du mercredi le 14 janvier 1959.

²⁷⁷ *Ibidem*.

²⁷⁸ Conferencia de obispos católicos de Cuba, «Carta circular al pueblo de Cuba», dans *Conferencia de Obispos católicos de Cuba, La voz de la Iglesia en Cuba, 100 documentos episcopales*, México D.F., 1995, p. 70 – 74.

²⁷⁹ À Cuba la réforme dans le domaine de l'agriculture et de la distribution des terres s'est réalisée en deux étapes : le 17 mai 1959 le gouvernement révolutionnaire approuva la Première loi de réforme agraire en vertu de laquelle on cherche à liquider le système de la grande propriété foncière pour le remplacer par celui d'une propriété de la terre entre les mains des paysans. Mais, en date du 3 octobre 1963, le gouvernement vote une deuxième loi de Réforme agraire. Cette deuxième loi assume la propriété des biens productifs en des termes de

Parallèlement à ces événements, qui mettent pour la première fois l'Église au défi, quelque chose d'étrange se produit sur le plan politique. Fidel Castro a commencé à se rapprocher des pays socialistes européens, notamment de l'Union soviétique. Il s'agit d'un phénomène étrange car, même si le discours de la révolution demeure nationaliste et démocratique et rejette toute forme de dictature²⁸⁰, les faits dénoncent une orientation en sens inverse²⁸¹. Au mois de février 1959, Fidel rend public sa volonté de rétablir les liens commerciaux avec le géant communiste. En novembre, le chef du bureau du Ministère des affaires étrangères est envoyé au Mexique, porteur d'une lettre d'invitation de la part de Fidel Castro au premier ministre de l'URSS Anastas Mikoyan²⁸². En février 1960, Anastas Mikoyan est reçu à La Havane. À ce sujet Leandro Estupiñán écrit ceci :

[...] le 4 février Anastas Mikoyán, Premier ministre de l'URSS, arrive à La Havane. Il inaugure une exposition de science, technologie et culture, auparavant accueillie au Mexique et aux États-Unis. L'Exposition se réalise à Cuba grâce aux négociations menées par le *Ché*²⁸³ dans le cadre de la première approche officielle entre la puissance de l'est et la plus grande île des Antilles. Le gouvernement révolutionnaire est alors sur le point de signer d'importants accords concernant la vente de sucre, accords commerciaux que les américains répudient [...] si bien que, deux mois plus tard, les relations diplomatiques entre Cuba et l'URSS sont rétablies définitivement, relations qui avaient été rompues par le dictateur Batista²⁸⁴.

La visite du premier ministre soviétique provoque le premier affrontement ouvert entre les représentants du nouveau gouvernement et les fidèles catholiques de la capitale. Le 22 janvier, A. Mikoyan rend hommage à l'apôtre national cubain, José

propriété sociale-socialiste, en vertu de laquelle tous les moyens de production passent entre les mains de l'État, qui en théorie représente le peuple, pour gérer et administrer la distribution équitable des biens. Cette deuxième réforme de la terre à Cuba ouvre donc les portes à la collectivisation de la terre et au contrôle de l'État sur la production agricole, qu'elle se réalise de façon privée ou à l'intérieur d'entreprises coopératives.

²⁸⁰ Le 15 janvier 1959 Fidel Castro prononce un discours en exprimant sa sympathie à l'endroit des peuples opprimés par des dictatures ou autres régimes non-démocratiques comme l'a été le peuple cubain durant les dernières six années. Le discours vise d'abord le peuple dominicain sous la dictature militaire de Rafael Leonidas Trujillo, mais de manière plus générale il s'adresse à tous les peuples qui souffrent du manque de démocratie et de liberté. Voir Fidel Castro Ruz, Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro Ruz, en el club rotario de la habana, el 15 de enero de 1959, [<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1959/esp/f150159e.html>] (consulté le 27 décembre 2016).

²⁸¹ Héctor Rodríguez Llompart, *Relación con los países socialistas*, dans Enrique Oltusky Ozacki, Héctor Rodríguez Llompart et Eduardo Torres-Cuevas (coord.), *Memorias de la revolución*, T – II, La Habana, Imagen contemporánea, 2008, p. 143.

²⁸² *Ibidem*, p. 144.

²⁸³ On fait référence au guérillero Argentin Ernesto Guevara de la Serna, plus connu par le surnom de "el Ché".

²⁸⁴ Leandro Estupiñán, *Lunes un día de revolución en La Habana*, Buenos Aires, Editorial Dunken, 2015, p. 183.

Martí, à la « Plaza cívica »²⁸⁵. Ce fait fut interprété par les étudiants catholiques de l'Université de Villanueva comme un outrage. Les étudiants, en enlevant la couronne déposée quelques instants auparavant par le ministre russe, déclenchent une vive réaction de la police. Dix-sept étudiants sont emprisonnés et le recteur de l'Université catholique, le père Eduardo Boza Masvidal, doit intervenir²⁸⁶.

3.3 La convocation au concile

La convocation au 21^e concile œcuménique ne trouve pas à Cuba la même résonance qu'ailleurs dans le monde. Bien que l'Église cubaine tente de s'insérer dans la dynamique du concile, son attention et ses forces sont happées par la tempête politique et idéologique dans laquelle elle se trouve coincée. Au cours du mois de janvier, la revue *Bohemia*²⁸⁷, l'une des plus lues au pays et le *Diario de la Marina*²⁸⁸, le journal le plus influent de la république, ne manquent pas de faire écho à la bonne nouvelle du Concile, mais ils se limitent à l'annonce de l'évènement et aux premiers travaux de la phase préliminaire. Il y a deux raisons à cela : (1) Les principaux espaces des publications d'alors sont occupés par les nouvelles concernant la révolution, et par les débats politico-sociaux de l'heure. (2) En vertu de la nouvelle politique éditoriale adoptée par la révolution, ces publications sont éliminées au cours des années 59 et 61²⁸⁹, juste au moment où la phase préconciliaire venait de commencer. Nous reviendrons plus loin sur ce sujet.

Pendant que se déroule le Concile, à Cuba, l'Église voit se dégrader sa relation avec le nouvel État qui adopte le marxisme, dans sa version soviétique, athée et matérialiste, comme base idéologique pour lancer la construction d'une nouvelle Cuba. Les premiers conflits, cependant, sont antérieurs. Avant que le marxisme ne devienne ouvertement l'idéologie officielle du gouvernement, la société cubaine était déjà

²⁸⁵ La Plaza cívica, aujourd'hui connue sous le nom de Plaza de la Revolución. La construction du monument commença en 1953, en 1958 les architectes à charge de l'œuvre décident d'ajouter la statue de José Martí, finalement le monument fut terminé par le gouvernement révolutionnaire-communiste.

²⁸⁶ Pablo M. Alfonso, *Cuba, Castro, los católicos (del humanismo revolucionario al marxismo totalitario)*, Miami, Ediciones hispanamerican Books, 1985, p. 75–76.

²⁸⁷ *Bohemia* no 4 año 51, 1959.

²⁸⁸ Edition du 27 janvier 1959, année CXXVIL, no 22.

²⁸⁹ Entre les années 1959 et 1960 le journal « El Diario de la Marina » entra dans une guerre d'articles avec le journal Révolution. Le 11 mai 1960, lorsque le journal préparait la publication d'une lettre signée par 300 de ses 450 travailleurs en demandant des élections démocratiques, les locaux du journal « El Diario de la Marina » furent attaqués par des ouvriers appartenant au Syndicat d'arts graphiques et à l'association récemment créée des journalistes cubains. Cinq jours plus tard les locaux du journal étaient pris par les militaires au service de la révolution, voir : Emilio J. Gallardo, *El martillo y el espejo, directrices de la política cultural cubana (1959-1976)*, Madrid, Consejo superior de Investigaciones científicas, 2009, p. 62.

travaillée par l'anticléricalisme et par les idées d'un marxisme empirique. Nonobstant, à mesure que la pénétration et l'influence d'éléments provenant du Parti socialiste populaire (PSP) augmentent dans le gouvernement, et que celui-ci se rapproche du camp socialiste, le conflit s'accroît. L'Église catholique, elle qui a connu de très près les souffrances des chrétiens en Chine et en Europe de l'Est, et qui, à travers le témoignage des chrétiens russes, est au courant de ce que ces derniers ont souffert sous les régimes communistes, craint le pire pour Cuba²⁹⁰. Dans une optique éminemment pastorale, elle fait face au risque de déchristianisation de la société en priorisant et renforçant l'éducation à l'intérieur d'un vaste projet de défense de la liberté religieuse. À remarquer que toutes les églises chrétiennes de Cuba faisaient face à la même situation; toutes étaient « assiégées » par le gouvernement. Ce qui ne signifie pas que l'État menaçait la religion comme telle. En réalité, il s'en prenait uniquement aux religions institutionnalisées²⁹¹ dont les structures, la dynamique de fonctionnement, la capacité intellectuelle et morale des leaders et des fidèles, le niveau d'organisation et d'influence sociale constituaient, entre autres caractéristiques, une menace pour le projet marxiste-totalitaire, progressivement adopté de manière officielle par le gouvernement.

Pendant l'année 1959, l'épiscopat cubain produira environ dix documents, qui rendent compte de la complexité de ce moment historique. Une lettre porte un message de félicitation et un vote de confiance à la révolution ; une autre contient l'invitation à célébrer une messe pour les soldats rebelles tombés dans la lutte révolutionnaire; trois portent sur les opinions de l'Église, toujours positives, concernant l'action la plus radicale de la révolution durant l'année 1959, soit la Réforme agraire. Ces lettres ne remettent pas en question l'aspect politique et économique du projet révolutionnaire; elles se prononcent seulement sur sa dimension morale. Deux lettres abordent la question de l'enseignement privé et font valoir les avantages de l'éducation religieuse, notamment chrétienne, pour la société. Les trois autres lettres introduisent un tout nouveau sujet: la tenue du premier, et unique, Congrès national catholique cubain.

²⁹⁰ Entretien accordé par la missionnaire québécoise Sœur Eliette Gagnon à l'auteur le 21 janvier 2017. (utilisé avec le consentement de l'interviewée).

²⁹¹ Monseigneur Carlos Manuel de Céspedes García y Menocal soutient cette même thèse. Selon lui, l'offensive du gouvernement fut contre les religions d'orientation chrétiennes. Voir Carlos Manuel de Céspedes García-Menocal, « Teología y tradiciones nacionales: una visión católica », dans revue numérique *Teoría, Crítica e Historia* sur le site <http://www.ensayistas.org/critica/cuba/fornet/cespedes.htm> (consulté le 15 février 2017).

Depuis février 1959, le virage à gauche devient évident et suscite de profonds désaccords. En février, une première crise politique verra le jour entre le chef suprême de l'armée, Fidel Castro, et le Conseil de ministres. Pressé par les circonstances, le Premier ministre de la République, José Miró Cardona, est forcé de démissionner, et est remplacé par Fidel Castro lui-même. Déjà à la tête de l'armée et désormais chef du gouvernement, le leader de la révolution, Fidel Castro, a maintenant les mains libres pour procéder à une grande purge. Les communistes, eux qui, auparavant, avaient refusé de s'allier à Fidel et s'étaient contentés de critiquer les stratégies de l'armée rebelle, deviennent soudain les collaborateurs les plus fidèles du gouvernement. La situation est complètement inversée : ceux qui ont fait la guerre dans les montagnes de l'est et du centre du pays, et qui ont gagné le grade de commandant²⁹², ou ceux-là qui, chez le peuple, ont travaillé au ravitaillement des troupes et n'ont cessé de dénoncer les abus de la dictature, sont mis de côté. De toutes les purges, la plus scandaleuse est celle dont a été victime Hubert Matos, un des quatre grands commandants de la révolution et chef du département de Camagüey²⁹³. Les attaques dont l'Église catholique et autres dénominations chrétiennes ont été l'objet, peuvent être interprétées comme faisant partie de ces purges.

Dans ce climat de tension, un conflit majeur peut éclater d'un moment à l'autre. Ce qui n'empêche pas les évêques cubains de convoquer le premier (et dernier) Congrès national catholique dans le but de se mettre d'accord sur des questions fondamentales concernant l'évolution de l'institution. Le sujet principal des trois derniers documents épiscopaux de l'année 1959 porte justement sur l'organisation et la célébration de ce congrès qui se tiendra du 27 au 29 novembre. Dans ces documents, le concile Vatican II n'est même pas mentionné.

Le Congrès a donc lieu tel que prévu. Pour l'Église il est, plus que tout, l'occasion de réitérer publiquement et solennellement son engagement envers le peuple et la foi chrétienne. Le discours d'ouverture, par la suite devenu document officiel du congrès, a pour titre « *Congreso en defensa de la Caridad* » (Congrès en défense de la Charité). Ce discours deviendra le credo social catholique de l'Église cubaine. Il s'agit

²⁹² Tout au long de la guerre civile dirigée par Fidel Castro cinq prêtres catholiques furent incorporés aux guérillas, ils sont : Guillermo Sardiñas, Lucas Iruretagoyena, Francisco Guzmán et Angel Rivas. Parmi eux le curé de paroisse Guillermo Sardiñas atteint le rang de commandant de la révolution. Le père Sardiñas portait toujours une soutane vert olive, la couleur des uniformes militaires des guérilleros.

²⁹³ Voir Hubert Matos, *Et la nuit est tombée, de la révolution victorieuse aux bagnes cubains*, Paris, Les belles lettres, 2006.

d'une sorte de manifeste d'inspiration profondément prophétique dans lequel un fervent appel est lancé au peuple chrétien pour qu'il ne s'écarte pas de la foi chrétienne sous peine d'entraîner la nation dans une crise sociale et spirituelle sans précédent.

Ce Congrès nommé « Congrès catholique en défense de la Charité », répond à une nécessité, car aujourd'hui plus que jamais on prétend arracher l'idée de Dieu du cœur de l'homme; sans Dieu disparaît la seule raison qu'ont les humains de s'aimer vraiment.

Si on enlève Dieu de notre cœur, si on nous dit que l'humanité n'a pas de père commun, si on nous dit que nous n'avons pas de Père, alors nous ne sommes pas frères, alors nous sommes des inconnus les uns pour les autres, alors l'homme est en lutte avec l'homme pour vivre, alors l'égoïsme s'érige en principe, l'ambition devient un but, les passions nous divisent à l'infini, l'injustice triomphe, et la loi du plus fort devient la loi de l'existence. [...]

Or, au cours de ce siècle, là où on a voulu éduquer les peuples sans Dieu, le résultat a été désastreux. Je le dirai brièvement, dans ce siècle il n'y a, en somme, que deux philosophies : le matérialisme et le Royaume de Dieu. Là où le matérialisme est prêché, la haine est semée ; là où le Royaume de Dieu est prêché, l'amour est semé. Là où le matérialisme est prêché, l'injustice et les atrocités sont semées, là où est prêché le Royaume de Dieu, sont semées la justice et la charité²⁹⁴.

Ces trois paragraphes sont extraits de l'introduction du discours prononcé à l'ouverture du Congrès. Il a été rédigé par l'évêque de Matanzas, Alberto Martín Villaverde et doit être interprété dans son contexte. Il reflète la pensée d'une Église qui, à un tournant de son histoire, est soudainement confrontée à des problèmes internes qui la menacent dans sa structure et son fonctionnement, l'entravent dans sa mission de servir son peuple, et l'empêchent de jouer un rôle actif dans le grand mouvement de renouveau qui souffle, à ce moment-là, à travers le monde. À Rome, cependant, bien qu'on soit occupé à la préparation du concile, on ne se désintéresse pas de ce qui se passe à Cuba. Bien au contraire, on suit les événements de très près. Le soir du 19 novembre 1959, un radio-message²⁹⁵ du pape Jean XXIII est transmis en direct aux fidèles et évêques cubains réunis en congrès. Il s'agit d'une exhortation pastorale imprégnée de foi. En reconnaissant la complexité de la situation à Cuba, le

²⁹⁴ Alberto Martín Villaverde, «Congreso en defensa de la caridad», dans *Conferencia de Obispos católicos de Cuba, La voz de la Iglesia en Cuba, 100 documentos episcopales*, México D.F., 1995, p. 91 – 97.

²⁹⁵ Le texte intégral du radiomessage peut être consulté dans le site https://w2.vatican.va/content/john-xxiii/es/messages/pont_messages/1959/documents/hf_j-xxiii_mes_19591129_cuba.pdf (consulté le 27 avril 2016).

pape lance un appel à la réconciliation et à l'union entre tous les secteurs de la société pour reconstruire la nation ensemble sur la base du bien commun :

Le vivre-ensemble entre humains de même que l'ordre dans la société doivent recevoir leur plus grande impulsion d'une action aux formes multiples que les membres de la communauté orientent par conviction vers le bien commun. Quand l'angoisse et la souffrance gardent encore toutes fraîches les traces des blessures, la charité réclame un geste concret d'amitié, d'estime, de respect entre tous, une attitude intérieure, un dialogue continu, un pardon sans condition et une réconciliation qui, jour après jour et heure après heure, doit se reconstruire sur les ruines de l'égoïsme et de l'incompréhension.

Si la haine a produit les fruits amers de la mort, il faudra allumer de nouveau le feu de l'amour chrétien qui seul peut adoucir tant d'aspérités, surmonter d'aussi énormes périls et calmer tant de souffrances. Cet amour, dont le fruit est la concorde et l'harmonisation des points de vue, consolidera la paix sociale. Elles auront beau être bien conçues, toutes les institutions qui s'efforcent de promouvoir une telle collaboration entre tous, doivent le plus gros de leur force au lien spirituel par lequel les hommes se sentent mutuellement membres d'une grande famille en raison du fait qu'ils ont un même Père, qui est Dieu, et une même Mère, qui est Marie²⁹⁶.

Le message papal s'inscrit dans la même ligne que les documents de l'épiscopat cubain. Il se concentre sur la problématique fondamentale qui menace le présent et l'avenir de l'Église, dont il est le pasteur. L'allocution de Jean XXIII ne mentionne ni le concile à venir, ni la phase de préparation dans laquelle l'Église mondiale est déjà plongée ; pour lui l'urgence pastorale de guider, d'encourager et de protéger les catholiques cubains devient l'axe de son message.

L'année 1960 est appelée « l'année de la Réforme agraire ». Pendant cette année, le gouvernement s'engage dans un ambitieux processus de nationalisations qui fait monter les tensions en flèche.

En 1960 et 1961, les expropriations et les nationalisations se multiplient. Bientôt l'État s'empare des banques, des institutions éducatives, des entreprises industrielles et commerciales qui appartiennent à ceux qui sont considérés comme contre-révolutionnaires ou à ceux qui se sont exilés, et il promulgue ses grandes lois sur la sécurité sociale, l'éducation et le logement. Les thèses des radicaux progressent. Suite aux accords commerciaux entre Cuba et la Russie, la tension monte du côté des États-Unis. Voyant Washington dénoncer ses nouvelles conventions

²⁹⁶ *Ibidem.*

commerciales, Fidel Castro durcit sa position et nationalise les propriétés de grandes sociétés américaines comme ITT, General Electric Co., Texaco, Standard Oil Co., Coca Cola, ainsi que les raffineries sucrières Comme conséquence logique de cette escalade – qui s'avèrera une lourde erreur à terme — le gouvernement des États-Unis, le 19 octobre 1960, décrète l'embargo total sur le commerce avec Cuba. Suivront bientôt la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, l'épisode de la Baie des Cochons puis la crise des missiles²⁹⁷.

Entre-temps, Fidel Castro met sur pied une série d'institutions et d'organisations ayant vraisemblablement pour but de rendre le peuple capable de faire face, selon le discours officiel, à une imminente intervention militaire des États-Unis²⁹⁸. (Plus loin nous démontrerons dans notre exposé que ces événements peuvent être lus d'une autre façon).

Au mois de janvier sont créées l'Association des jeunes rebelles (AJR) ainsi que les Brigades juvéniles du travail révolutionnaire. Après deux années, la AJR cessera d'être une organisation militaire; elle s'ouvrira à l'ensemble des jeunes révolutionnaires et se fondera en une seule institution regroupant la jeunesse engagée en politique : l'Union des jeunes communistes (UJC). Au cours de la même année, les organisations féminines sont abrogées et font place à une organisation unique réunissant les femmes du pays : la Fédération des femmes cubaines (*Federación de mujeres cubanas, FMC*). Dans ses débuts, cette institution est dirigée par Vilma Espín Guillois, qui est, à cette époque, l'épouse de Raúl Castro Ruz.

En avril 1961, les adolescents de sept à quatorze ans sont embrigadés dans les Unions de pionniers rebelles. Même encore à l'âge scolaire les enfants n'échappent pas au contrôle politique qui s'exerce fermement sur toute la population. Au mois de mai de la même année, les associations de paysans sont dissoutes tandis que tous les agriculteurs et les fermiers sont intégrés à l'Association nationale des petits

²⁹⁷ Philippe Léitriellard, *Cuba, l'église et la révolution : approche d'une concurrence conflictuelle*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 41.

²⁹⁸ Si le modèle politique suivi à Cuba pour administrer la nation suit la ligne d'un communisme totalitaire de pur style soviétique, nous y percevons aussi des éléments provenant du populisme, toujours en vogue en Amérique Latine. Dans la conception du populisme il existe toujours un ennemi extérieur qui, allié à certains secteurs internes, constitue avec ses complices l'ennemi juré du peuple. Cette conception sert à justifier la radicalisation politique du groupe au pouvoir, et celle de ses partisans; il légitime la concentration des pouvoirs entre les mains du caudillo sauveur ainsi que l'exclusion de la dynamique sociale des secteurs considérés comme la tête de pont des ennemis externes. Voici la théorie de l'anti-peuple. « El antipueblo es siempre un enemigo externo puesto que no pertenece al pueblo, pero en el interior de cada sociedad está representado por una élite cosmopolita, imperialista o plutocrática, o sea por sectores sociales que profesan ideas foráneas que se consideran contrarias a los valores autóctonos », Patricia Gascó Escudero, *UCD-Valencia, Estrategias y grupos de poder político*, Valencia, Universitat de Valencia, 2009, p. 142.

agriculteurs (ANAP). Parmi toutes les créations réalisées pendant cette époque, l'institution la plus importante est celle des Comités de défense de la révolution (CDR) fondée en septembre 1960. Ces CDR sont une idée de Fidel Castro qui, dans son discours du 28 septembre, devant une assemblée populaire déclare :

Nous allons établir un système de surveillance collective, un système de surveillance révolutionnaire collective ! Et voyons comment les serviteurs de l'impérialisme vont travailler ici, parce que, au bout du compte nous (les révolutionnaires) habitons dans chaque ville, il n'y a aucun édifice de la ville, ni rue, ni quartier, qui ne soit largement représenté ici. Nous allons, face aux agressions de l'impérialisme, mettre en place un système de surveillance collective révolutionnaire, pour que tout le monde sache qui sont les gens qui habitent dans leur quartier, ce qu'ils font dans la vie, quels rapports ils ont avec la tyrannie, avec qui ils se réunissent, à quelles activités ils se dédient [...] Parce que nous allons créer un Comité de défense de la révolution dans toutes les rues, pour que le peuple surveille, pour que le peuple observe, [...] ²⁹⁹.

Les paroles du commandant en chef de la révolution cubaine n'ont pas besoin de grandes explications. Ils font la lumière sur les vrais buts des Comités de défense de la révolution : exercer le contrôle sur tous les citoyens et sur leurs activités, à tous les niveaux, même si cela touche la vie privée. De là est apparue chez certains une culture de la délation vite devenue pour eux un instrument d'ascension sociale et une façon de prouver leur fidélité au régime. Ainsi, le contrôle citoyen s'étend à tous les domaines de la vie sociale. Le propos de tout contrôler pourrait être effectif à partir de la création de plusieurs institutions réunissant tous les secteurs composant la société³⁰⁰, mais même dans ce cas, certains secteurs sociaux restent en dehors du contrôle de l'État; c'est le cas des églises. Pour contrôler l'activité des églises, (j'utilise le pluriel à dessein pour souligner que toutes les églises chrétiennes sont la cible du gouvernement), d'autres voies sont empruntées. Toute activité religieuse est interdite en dehors des temples. De grands moyens sont déployés dans le but de décourager les laïcs les plus engagés et de réduire au maximum les effectifs du clergé. Enfin, on

²⁹⁹ Fidel Castro Ruz, Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro Ruz, primer ministro del gobierno revolucionario, en la primera gran asamblea de los comités de defensa de la revolución, en la plaza de la Revolución "José Martí", el 28 de septiembre de 1961, [<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1961/esp/f270361e.html>] (consulté le 16 mars 2017).

³⁰⁰ Le nouveau gouvernement créa une institution pour chacun des secteurs de la société : pour les étudiants des niveaux primaire et secondaire, pour les universitaires, pour les femmes, pour les paysans, pour les ouvriers, pour les militaires, etc. Dans la population, tout le monde appartenait au moins à une de ces organisations. Dans ces conditions, la vie privée des individus s'est vue réduite à néant pour faire place à la vie collective.

infiltrer les communautés d'éléments subversifs qui, sous l'apparence de fidèles chrétiens, se chargent de saper de l'intérieur la stabilité de l'Église.

Le gouvernement communiste a d'abord cherché à infiltrer la tête des églises afin de la rendre docile à ses politiques, mais ces tentatives n'ont pas eu grand succès. Il s'est alors tourné vers des méthodes plus barbares et inhumaines. Mais force est de constater que, dans des cas plutôt rares, la manipulation de la direction des églises a fonctionné. Dans d'autres cas, des églises ont subi une division interne, elles ont éclaté. C'est ce qui est arrivé à l'Église Baptiste dont certains pasteurs, de tendance marxiste, ont séparé leur église de leur centre administratif et créé de nouvelles dénominations chrétiennes qui assumaient largement le discours marxiste. Ces églises sont devenues très utiles pour le gouvernement; il s'en est servi pour exporter une image de bonne entente et de coopération avec les églises au moment où la tension montait avec d'autres confessions chrétiennes qui échappaient à son contrôle.

Il devient donc évident que la société cubaine est engagée dans un processus de réformes à grande échelle qui vont dans un sens bien différent de ce que les rebelles avaient annoncé en prenant le pouvoir. Les changements pointent clairement vers Moscou. Dans la manière de se gouverner et d'organiser la société, Cuba se transforme en satellite de l'URSS. Pour la culture nationale, ce tournant amène la société cubaine à rompre avec des éléments idiosyncratiques profondément enracinés en elle. Sur le plan religieux elle est ébranlée, surtout par rapport au catholicisme qui a contribué à façonner son âme et vis-à-vis duquel elle reste vivement sensible.

En novembre 1960, l'évêque de Santiago de Cuba, Mgr Pérez Serantes reprend la plume pour écrire l'un des documents les plus prophétiques de l'histoire du catholicisme cubain. Dans cette lettre, intitulée « Rome ou Moscou », l'évêque montre quelles seraient les conséquences concrètes auxquelles le peuple cubain devrait faire face sur le plan moral, éducatif, culturel, économique, scientifique et technique, advenant que soit instauré un système communiste dans l'île. De l'avis de l'évêque, ce système causerait le plus grand dommage à la foi, parce qu'il éloignerait

de Dieu l'âme du peuple. Il conclut avec ces mots : « Entre Moscou et Rome, il faut absolument se tourner vers le Siège glorieux de Pierre, le pêcheur de Galilée »³⁰¹.

Jusqu'à maintenant tous les affrontements se produisent surtout sur un plan factuel, mais progressivement ils glisseront vers un niveau idéologique. À partir de 1961, en effet, un changement qualitatif s'opère dans le discours du Premier ministre Fidel Castro. Dorénavant, Fidel intégrera à son discours des éléments de la pensée marxiste en mettant l'accent sur la relecture de l'histoire de Cuba, en faisant ressortir tout ce qui a freiné, retardé ou fait dévier le développement du pays au cours de son histoire. Fidel fait alors écho aux théories selon lesquelles l'Église a toujours été l'obstacle le plus obstiné à l'évolution idéologique du peuple, à son développement culturel et scientifique ainsi qu'à la libération de la classe ouvrière. Nous tenons à citer ici un passage d'un discours de Fidel qui, malgré sa longueur, nous semble approprié :

Beaucoup de gens ont leurs propres croyances. La réaction, ayant très peu d'appui dans la société, tente de faire croire que les révolutions sont ennemies des croyances religieuses des individus; elle tente aussi de faire alliance avec les églises, comme cela est arrivé dans toutes les révolutions de l'histoire. La réaction romaine était, bien entendu, l'alliée de la religion païenne contre les premiers chrétiens révolutionnaires, parce que la religion de ces derniers était la religion des esclaves et des pauvres de Rome.

Par la suite, à mesure qu'elle s'est développée, la religion chrétienne est devenue de plus en plus païenne; cela s'est produit lorsque les dirigeants de l'église chrétienne sont devenus plus puissants que les rois et les empereurs. Lorsqu'est arrivée la Révolution Française, c'est-à-dire la révolution de la bourgeoisie contre la monarchie féodale et contre le système féodal qui dominait l'Europe d'alors, l'Église s'est fermement rangée du côté du féodalisme et de la monarchie; elle a pris parti contre la bourgeoisie des commerçants et des capitalistes qui s'efforçaient de briser les obstacles que lui opposait le féodalisme. C'est ainsi que le capitalisme a surgi, en pleine lutte contre l'Église.

Chez nous, aujourd'hui, le capitalisme et la hiérarchie catholique sont la même chose. Contre l'Église, dans le passé, le capitalisme a combattu le féodalisme, mais aujourd'hui, pour combattre les nouvelles idées révolutionnaires, le capitalisme fait alliance avec l'Église.

Voyons l'Espagne. Qu'est l'Espagne, qu'est le gouvernement espagnol, ces temps-ci ? C'est une alliance entre le militarisme, le féodalisme, le cléricisme, le capitalisme et l'impérialisme; voilà ce qu'est le

³⁰¹ Mgr Enrique Pérez Serantes, « Circulaire Rome ou Moscou », dans *La voz de la Iglesia en Cuba, 100 documentos episcopales*, México, DF, Obra nacional de la Buena Prensa, 1995, p. 135-141.

gouvernement espagnol. L'Espagne est remplie de bases militaires yanquis, remplie de curés et d'archevêques réactionnaires, remplie de généraux, remplie de comtes et de marquis, et remplie aussi de grands propriétaires terriens et de capitalistes nationaux et étrangers.

Il en va de même pour d'autres pays du monde, où les peuples sont maintenus dans l'ignorance et la faim grâce à une puissante alliance entre la caste militaire et la hiérarchie réactionnaire de l'Église catholique.

Cette alliance règne au Guatemala, au Nicaragua, et – pour ne pas aller plus loin — à seulement 90 milles d'ici, on la retrouve entre (le Cardinal) Spellman et Kennedy. Tous les deux parrainent des criminels de guerre. Notez bien : Masferrer, Ventura, Sánchez Mosquera sont les filleuls du Cardinal Spellman. Quelle absurdité, un illustre archevêque yanqui parraine les pires criminels que connaisse notre pays ! Mais lorsqu'un ouvrier est assassiné par les serviteurs de l'impérialisme, bien sûr que le cardinal Spellman ne se souvient même pas de faire une prière pour lui [...]³⁰².

Au-delà des erreurs historiques, des interprétations discutables et du populisme entourant ce discours, on trouve déjà dans la pensée de Fidel Castro certains éléments fortement teintés de marxisme. Les conséquences seront très graves pour l'Église cubaine. Aucune dénomination chrétienne ne sera épargnée, mais la persécution dont l'Église catholique fera l'objet sera particulièrement dramatique. Dans la section qui suit nous tenterons d'expliquer comment, à l'ombre du conflit État-Église, le catholicisme cubain vit les étapes préconciliaires et conciliaires de Vatican II.

3.4 L'ostracisme au temps du concile.

Entre les années 1962 et 1965 le monde catholique va vivre trois des moments les plus significatifs de son histoire du XX^e siècle : la préparation du concile, le concile proprement dit, puis la période où il est reçu dans le monde. Ces trois étapes sont vécues à des degrés d'intensité différents selon les diverses régions du monde. À titre d'exemple, dans son œuvre « *Vatican II et La Belgique* », le professeur Claude Soetens³⁰³, montre comment l'Église belge a été très active tant dans la phase préparatoire que dans les sessions du concile. Pour Loïc Figouroux, la participation des évêques africains au concile, ainsi que l'accueil que lui a réservé le continent,

³⁰² Fidel Castro Ruz, Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro Ruz, primer ministro del gobierno revolucionario, en la clausura de la primera plenaria estudiantil de jóvenes rebeldes, en el teatro Payret, el 27 de marzo de 1961, [<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1961/esp/f270361e.html>] (consulté le 16 mars 2017).

³⁰³ Voir Claude Soetens, *Vatican II et La Belgique*, Presse universitaire de Louvain, 2012.

marquent une « apogée de la promotion religieuse pour la négritude »³⁰⁴. L'Amérique latine est un cas à part; c'est dans cette partie du monde que les enseignements conciliaires³⁰⁵ reçoivent l'accueil le plus enthousiaste et produisent les effets les plus révolutionnaires. Paradoxalement, tandis que le catholicisme mondial vit sa pentecôte du XX^e siècle en se lançant dans un processus de rénovation profonde tant sur le plan pastoral que sur celui de l'engagement social, à Cuba, le catholicisme est repoussé en marge de la société et est limité à ses seules activités à l'intérieur des temples³⁰⁶. Cela étant dit, pour mieux comprendre ce phénomène particulier, il est essentiel de se demander quels sont les éléments qui ont fait le plus obstacle à l'insertion de l'Église catholique cubaine dans la dynamique de rénovation que traverse le monde catholique d'alors. En répondant à cette question nous contribuerons à une meilleure compréhension du processus de réception et de mise à jour des enseignements du concile Vatican II dans le contexte très particulier de Cuba.

Le marxisme, présent dans toutes les sphères de la vie nationale marque profondément le dernier demi-siècle de l'histoire de Cuba. Son influence en fait une référence incontournable pour comprendre les processus sociaux et les relations qui se nouent entre tous les acteurs du pays.

Le premier facteur à influencer fortement sur l'évolution du catholicisme cubain est l'impact causé par la transformation soudaine de la révolution populaire en dictature communiste. Ce revirement est le fruit d'un processus complexe dont les racines et les premiers pas nous ramènent aux jours de la guerre civile, entre 1953 et 1959. Étant donné que c'est Fidel Castro qui, à partir de 1959, donne au nouvel État sa structure et son gouvernement, et que c'est lui qui, en avril 1961, proclame le caractère socialiste de la révolution, nous allons tenter de voir comment cette idée a pu germer dans son esprit.

Fidel Castro a-t-il toujours été marxiste, ou l'est-il devenu seulement après avoir pris le pouvoir? Embrassa-t-il le marxisme parce que les circonstances l'y avait poussé? Les États-Unis ne reconnaissaient pas son gouvernement, est-ce pour cela qu'il s'est

³⁰⁴ T. Tharcise Tshibangu, *Le Concile Vatican II, Mise en œuvre du Concile dans l'Église africaine*, Paris, Éditions Karthala, 2012, p. 42.

³⁰⁵ Josep-Ignasi Saranyana et Carmen-José Alejos Grau (coord.), *Teología en América Latina, el siglo de las teologías latinoamericanistas (1899 - 2001)*, Madrid, Beroamericana, Vervuert 2002.

³⁰⁶ Entretien accordé par la missionnaire québécoise Sœur Éliette Gagnon à l'auteur le 21 janvier 2017. (Utilisé avec le consentement de l'interviewée).

jeté dans les bras de l'Union Soviétique? Est-ce qu'il a adhéré à l'idéologie marxiste pour plaire à l'URSS et ainsi pouvoir s'appuyer sur la puissance nucléaire de cette dernière dans le but de se protéger des étasuniens? Quelle que soit la réponse à ces questions, il faut d'abord tenir compte du fait que Fidel Castro, avant que n'éclate la révolution, ne s'était jamais fait remarquer pour son amour de la démocratie; et qu'il avait toujours eu tendance à dramatiser les choses, à tergiverser et à changer son discours selon sa convenance.

Or, pour expliquer comment la révolution, qui s'était d'abord engagée sur une voie humaniste, en vint à prendre la direction du communisme totalitaire, nous envisageons deux hypothèses. Selon une première hypothèse, Fidel Castro ne s'est tourné vers le marxisme que lorsque son pouvoir fut bien assuré; il put alors rejeter les responsabilités politiques inhérentes à la démocratie, telles que garantir des élections libres et équitables, favoriser la création de partis politiques libres, et le respect des libertés civiles, etc. Pour lui, ces exigences démocratiques mettaient en péril la pérennité de la révolution. En adoptant plutôt la formule du centralisme démocratique du socialisme, qui, en théorie, assure la représentation de tous les secteurs sociaux, il concentrait toute l'action politique dans les mains du parti communiste et assurait ainsi la stabilité du pouvoir, même si la collectivité devait être condamnée à l'immobilisme social et politique.

Selon une deuxième hypothèse, Fidel Castro aurait eu depuis toujours de la sympathie pour les idées marxistes, mais il aurait décidé de garder l'affaire secrète pour deux raisons. D'abord, c'était la guerre froide. Si, dès le départ, il avait dévoilé ses intentions de mener une révolution marxiste il aurait provoqué, en vertu de la Charte de l'OEA et du TIAR³⁰⁷, un véritable affrontement avec d'autres pays de la région. Une autre raison, c'est que, bien des secteurs sociaux, l'Église catholique la première, lui auraient évidemment refusé tout appui. C'est donc pour ces deux raisons que Castro aurait gardées secrète ses véritables intentions jusqu'au jour où il jugea bon de les faire connaître au public. Interrogé par l'ancien directeur du mensuel français, *Le*

³⁰⁷ Il s'agit du Traité interaméricain d'assistance réciproque. Le traité, né sous le signe de la Guerre Froide, sanctionnait le droit des nations latino-américaines à se prêter assistance militaire en cas d'une agression externe. Si, la révolution cubaine se développa plutôt comme une guerre civile, le fait de déclarer ses intentions d'instaurer une république socialiste aurait éveillé les soupçons sur la participation de l'URSS dans le conflit.

Monde diplomatique, sur son adhésion au Parti Orthodoxe³⁰⁸, antérieurement à la lutte contre la dictature de Batista, Fidel Castro répond :

Dès le début de mes études universitaires, j'avais toujours été lié à des étudiants qui étaient proches du Parti Orthodoxe de Chibás. J'étais un des premiers sympathisants de ce mouvement jusqu'au jour où j'y ai découvert des choses qui me déplaisaient. Je suis alors devenu plus radical. Ma conscience politique s'est radicalisée à la lecture de Marx et de Lénine. Je lisais également Engels et beaucoup d'autres auteurs d'ouvrages philosophiques, mais aussi et surtout d'ouvrages politiques. C'est ainsi que je me suis imprégné des conceptions et théories politiques de Marx³⁰⁹.

Quelles œuvres de K. Marx connaissiez-vous ? Demande Ignacio Ramonet.

À part *Le Manifeste*³¹⁰, les livres de Marx que je préférais étaient : *Les Guerres civiles en France*, *Le 18 Brumaire*, *Critique du programme de Gotha*, en plus d'autres analyses politiques. J'étais impressionné par l'austérité de Marx, par sa vie consacrée à une cause, et par la rigueur de ses recherches. À cette époque, j'ai lu aussi de Lénine : *L'État et la révolution*, et *L'impérialisme, stade supérieur du capitalisme*, ainsi que ses réflexions critiques sur diverses questions³¹¹ [...]

Son appartenance idéologique, telle que Fidel la présente, semble un peu paradoxale. Tout en reconnaissant qu'à peine étudiant, il sympathisait avec le marxisme (version soviétique), il avoue qu'il n'a milité dans aucune organisation d'orientation marxiste à cette époque : « C'était là, dit-il, une décision bien calculée, fruit d'une analyse très rigoureuse de la situation, je n'en parlerai qu'en temps opportun »³¹².

De ces déclarations il est facile de conclure que l'orientation marxiste de Fidel Castro serait bien antérieure à la prise du pouvoir en 1959³¹³. Si tel est le cas, cette orientation était bien cachée, car dans ses interventions publiques et ses discours des premiers mois de la révolution, Fidel n'en laisse rien voir. Voyons cela brièvement.

³⁰⁸ Le parti Orthodoxe fut l'un des partis les plus dynamiques de la République bourgeoise. Il fut fondé par Eduardo Chibás, ancien délégué à l'Assemblée constituante et représentant du peuple à la Chambre de représentants de 1940. Le parti suit une ligne idéologique plutôt nationaliste que révolutionnaire, mais un nationalisme où tous les secteurs de la société étaient représentés.

³⁰⁹ Ignacio Ramonet, *Fidel Castro, Biographie à deux voix*, Paris, Fayard/Galilée, 2006, p. 69 – 70.

³¹⁰ Il s'agit du Manifeste du Parti Communiste, écrit par K. Marx et Frédéric Engels en 1847 à la demande de la Ligue des travailleurs allemands.

³¹¹ Ignacio Ramonet, *op. cit.* p. 69-70.

³¹² Ignacio Ramonet, *op. cit.* p. 90.

³¹³ « Je pensai franchement que, dans des situations comme celle-là, où tout le projet risque d'être découvert, il convient de désinformer l'ennemi. Mais le Ché était fortement influencé par l'épique de la littérature communiste [...]. Ignacio Ramonet, *Cien horas con Fidel*, La Habana, Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado, 2006, p. 88. (Ce fragment ne figure pas dans la version française).

Le 19 avril 1959, dans une entrevue à la télévision américaine, on voit un Fidel, visiblement énervé, rejeter vivement les accusations cherchant à répandre dans l'opinion publique internationale l'idée que la révolution cubaine serait d'orientation communiste. Nous avons déjà mentionné les discours de Fidel Castro du 15 janvier et du 8 mai 1959 ; dans les deux cas le leader de la révolution refusa de manière catégorique les soupçons sur l'orientation communiste de la révolution sociale la plus radicale jusqu'alors d'Amérique latine. Par contre, cette ligne ne sera pas maintenue par le leader de la révolution pour longtemps. Après avoir chassé du pouvoir le dictateur Fulgencio Batista, Fidel s'implique dans la reconfiguration du gouvernement avec la nouvelle classe politique, la plupart d'entre eux provenant des guérillas 26 juillet. Les communistes furent, eux aussi appelés à occuper divers postes ministériels. Ce fait ouvrit les portes du gouvernement de la république à la minorité marxiste par la voie du privilège et non par la voie de la démocratie, tentée à plusieurs reprises, mais jamais atteinte.

Malgré le discours refusant l'appartenance à l'idéologie marxiste, dès les premiers jours de la révolution, on peut apercevoir l'inclination de Fidel Castro vers la gauche marxiste internationale. L'invitation faite à Anastas Mikoyan, vice-premier ministre de l'URSS, les pratiques de réorganisation des secteurs composant la société ayant pour but unique de surveiller et contrôler leurs activités, la centralisation économique et politique, l'adoption de la conception du parti unique, entre autres, peuvent être considérées comme des méthodes politiques de contrôle qui se réclament de la gauche marxiste. Dans cette même ligne s'inscrivent les nationalisations, initialement de la grande propriété, postérieurement à tous les niveaux. Elles sont toutes des mesures visant à s'emparer de l'économie, de l'idéologie, à diminuer jusqu'à faire disparaître la liberté d'expression ; en une seule phrase, à exercer le contrôle le plus strict sur la société au moyen de la négation des libertés individuelles. Dans cette grande offensive, un lieu important correspond à l'éducation. Selon les conceptions marxistes-léninistes, le processus de néo-idéologisation et d'endoctrinement, lequel comprend la réélaboration de l'histoire nationale sous un nouvel angle, doit s'effectuer à l'aide du système d'éducation et c'est pour cette raison que le fait de faire disparaître l'autonomie éducative devient un impératif.

Toutes ces mesures présageaient un tournant, aussi brusque que subreptice, vers la gauche. Mais c'est exactement sur ce point que la question suivante prend son sens : le leader de la révolution mentait-il lorsque son discours allait dans une direction toute contraire de ses actions ? La réponse nous vient de la part du même Fidel Castro. Dans le livre « *Cien horas con Fidel* », ouvrage déjà mentionné, Ignacio Ramonet interroge Fidel sur l'emprisonnement que lui et ses troupes ont subi au Mexique, au cours des préparatifs pour l'embarquement qui les amènerait à Cuba au bord du « *yate Granma* » pour relancer la guerre civile.

Pendant les préparatifs au Mexique, les rebelles furent emprisonnés. En prison, lors d'un interrogatoire afin de connaître l'orientation politico-idéologique du mouvement (rappelons que c'est l'époque de la Guerre froide), le mythique guérillero Argentin Ernesto Guevara, plus connu sous le pseudonyme de « el Ché », reconnut ouvertement ses conceptions marxistes-léninistes. Le même Fidel Castro ajoute, dans sa conversation avec Ignacio Ramonet, qu'après avoir reconnu ses positions marxistes, le Ché engagea une discussion avec la police, le procureur et les autorités de migration sur les erreurs conceptuelles du marxisme soviétique³¹⁴.

Fidel Castro ajoute, « je crois que dans des situations comme celle-là, où tout le projet risquait d'être découvert, la position la plus prudente était de désinformer l'ennemi ». Évidemment, il s'agit, encore une fois, d'une réponse ambiguë : il faudra lire entre les lignes pour s'approcher de la réalité. Par conséquent, la phrase suivante, « la position la plus prudente était de désinformer l'ennemi », présuppose qu'ils étaient déjà marxistes, mais que la négation faisait partie d'une stratégie, qui est devenue une arme à double tranchant, puisque la désinformation opérait en deux directions, vers les ennemis, le but principal, selon Fidel Castro, mais aussi vers les amis de la révolution. Il est très connu, d'ailleurs, que l'aide apportée par le catholicisme et le peuple chrétien cubain en général à la révolution fut décisif. La question devient alors : les catholiques cubains étaient-ils conscients qu'ils appuyaient une révolution communiste, laquelle une fois au pouvoir les considérerait comme ennemis de l'histoire, de la patrie, de la société, enfin, comme des ennemis de tout ce qui signifiait le progrès de la nation ?

³¹⁴ Ignacio Ramonet, *op. cit.* p. 156–157.

Nous croyons que la désinformation dans les deux sens fut une stratégie bien pensée de la part du leader de la révolution. Pour lancer la révolution, il avait besoin de l'appui de tous les secteurs composant la société, mais une fois atteint l'objectif politique de la prise du pouvoir, les anciens alliés deviendraient les nouveaux ennemis. Une raison de plus pour soutenir cette théorie de la « double désinformation consciente » vient de la lecture de l'article « Socialisme et religion » de Lénine. Selon Fidel Castro lui-même, il avait déjà lu certains articles concernant le marxisme, et bien qu'il soit difficile d'affirmer avec précision quels ouvrages Fidel Castro avait lus, l'action de profiter de l'Église et d'autres secteurs pour ensuite les déclarer ennemis de la révolution et de la société, nous semble une conception tirée de l'article susmentionné.

Une fois le nouveau gouvernement établi, Fidel commence à dévoiler progressivement son plan. La nouvelle stratégie ne se fera pas du jour au lendemain, mais progressivement. Aux cours des deux premières années de la révolution aura lieu la transition de la période de l'amitié avec les églises à l'état de conflit, c'est là où s'insère le jeu des discours ambigus. Selon le discours officiel, la révolution n'était pas un processus communiste, alors qu'en réalité le rapprochement du système marxiste international, l'application d'un ensemble de lois visant à éliminer les libertés individuelles et l'appel aux anciens communistes à intégrer le gouvernement en indiquaient le contraire.

Il reste cependant une deuxième hypothèse pouvant expliquer le traumatique tournant de Fidel Castro vers la gauche internationale. Il est possible qu'il ne mentît pas lorsqu'il refusait son appartenance au courant marxiste en 1959. Dès lors, au-delà des sympathies manifestées une fois la révolution au pouvoir, sa distance se serait avérée réelle envers les communistes pendant la guerre civile. Lorsque la guerre prit fin, Fidel manifesta ses intentions de convoquer des élections générales³¹⁵, idée exposée pour la première fois dans l'article politique connu sous le nom de « *Manifiesto de la Sierra Maestra* »³¹⁶. Or, la célébration des élections plaçait Fidel Castro face à la

³¹⁵ Dans le discours prononcé le 16 février 1959 dans le collège d'architectes, Fidel Castro dira : « Les bases de la politique doivent être changées. Nous pensons convoquer des élections générales dans une période très courte », Fidel Castro, Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro ruz, primer ministro del gobierno revolucionario, en el colegio de arquitectos, el 16 de febrero de 1959, [<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1959/esp/f160259e.html>], (consulté le 16 mai 2016).

³¹⁶ Luis Maria Buch y Reynaldo Suárez, *El gobierno revolucionario cubano, primeros pasos*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2009, p. 8.

possibilité de rivaliser avec d'autres politiciens ayant une plus grande expérience, car bien que Fidel ait été le leader d'une révolution armée, il ne possédait aucune expérience politique. Par rapport à la capacité de Fidel Castro de tolérer les adversaires, il faut souligner que, depuis ses jours d'étudiant universitaire, Castro en montrait très peu de capacité. Fidel Castro commence à fréquenter l'Université de La Havane en 1945³¹⁷, et dès le début ses intentions de devenir président de la Fédération des étudiants de l'Université furent manifestes. Les élections auraient lieu en 1948, deux des principaux candidats étant le jeune Fidel Castro, étudiant de droit, et Manolo Castro, étudiant de génie. Fidel Castro, nous disent certains auteurs, avait une mauvaise réputation dans l'université, il avait été accusé à plusieurs reprises d'être membre des bandes délinquantes³¹⁸. Néanmoins, quelques jours avant les élections, le 22 février 1948³¹⁹, Manolo Castro fut criblé de balles à la sortie du *cinécito*, un petit cinéma de La Havane³²⁰, et son rival Fidel Castro fut reconnu comme l'un des occupants de la voiture d'où provenait la fusillade³²¹.

Le fait que nous venons de décrire reste occulte et comme un passage obscur dans la vie d'un homme mythique et mythifié. C'était la première fois que Fidel Castro était confronté à la possibilité d'être passé au crible des opinions des autres pour atteindre un poste politique. Son rival, disparu physiquement, ne put pas se présenter aux élections ; ce faisant, le jeune étudiant de droit, Fidel Castro, n'était pas non plus élu.

Cela démontre la faible vocation démocratique de Fidel Castro, car le retour à la démocratie signifiait la possibilité de retenir le pouvoir pour huit ans au maximum et le retour à la vie civile ou à l'opposition. Le modèle suivi dans les pays appartenant au champ socialiste, contradictoirement appelés démocraties populaires, offrit beaucoup plus de possibilités pour les plans de maintenir le pouvoir sans affronter les élections. Selon l'auteur Pablo M. Alfonso :

Castro, donc, n'est plus qu'un dictateur en quête d'une idéologie lui permettant de se perpétuer au le pouvoir. D'une idéologie à l'aide de laquelle mettre en œuvre sa politique anti-nord-américaine. Une

³¹⁷ Ignacio Ramonet, *Fidel Castro, biographie à deux voix*, Paris, Éditions Galilée, 2007, p. 71.

³¹⁸ C'est un fait accepté par Fidel Castro lors de l'entretien avec Ignacio Ramonet, voir : Ignacio Ramonet, *op. cit.* p. 93.

³¹⁹ Serge Raffy, *Castro l'infidèle*, Paris, Fayard, 2003, p. 71.

³²⁰ Alberto Diaz-Diaz, *Ilustres (impronta y magisterio de Oscar Fernandez de la Vega, José Olivio Jimenez y Gaston Baquero)*, Madrid, Edición visión libros, 2009, p. 68 – 69.

³²¹ Pour approfondir sur ce sujet nous recommandons l'ouvrage : Serge Rafy, *Castro l'infidèle*, Paris, Fayard, 2003, les chapitres 6 et 7, p. 55 – 78.

idéologie, enfin, capable de projeter l'image de sa vocation libératrice nationale, vis-à-vis de l'impérialisme yankee. Et, surtout, une idéologie garantissant pour lui et pour sa révolution la stabilité politique avec des garanties de perpétuité³²².

De l'autre côté, il n'est pas possible de sous-estimer la position soviétique dans le contexte de guerre froide. Fidel, en le reconnaissant à plusieurs reprises³²³, sut en profiter. Le rapprochement intelligent de l'URSS fut un formidable soutien à la révolution et aux plans de Castro de se perpétuer au pouvoir. À partir de 1957, les États-Unis commencent l'installation de fusées nucléaires dans la frontière orientale de l'OTAN : quinze en Turquie en 1957 et soixante en Italie en 1959³²⁴. L'Union Soviétique se vit ainsi entourée par les armes nucléaires étasuniennes.

Depuis les premières nationalisations opérées par le gouvernement cubain, nationalisations touchant en premier lieu le plus important investisseur, c'est-à-dire le capital nord-américain, le gouvernement états-unien déploya un blocus, politique et économique, dans le but faire revenir Fidel Castro à des positions démocratiques. La réponse de Castro à ces actions fut complètement dans la direction contraire : la radicalisation de la révolution et la nationalisation à tous les niveaux³²⁵. Le conflit monta en puissance, alors les relations diplomatiques entre Cuba et son voisin du nord vont progressivement se détériorer jusqu'à la rupture survenue le 3 janvier 1961. Il y a d'autres éléments à évaluer pour nous approcher de la vérité historique autant que possible. Entre 1960 et 1964, les relations diplomatiques cubaines avec ses voisins régionaux, les nations latino-américaines, deviennent conflictuelles. En 1960, lors de

³²² Pablo M Alfonso, *Cuba, Castro y los Católicos, del humanismo revolucionario al marxismo totalitario*, Miami, Ediciones hispanoamericanas, 1985, p. 114.

³²³ « Aussi, en nous rassemblant ici, en savourant ce jour glorieux et heureux, en proclamant notre allégresse, comme un symbole de solidarité internationale, nous devons exprimer nos sentiments de reconnaissance et de gratitude les plus profonds à l'héroïque peuple frère de l'Union Soviétique, dont le parti nous a soutenus résolument, en nous enseignant concrètement et irréfutablement ce qu'est le mouvement révolutionnaire prolétarien. Et, à côté de l'appui de l'Union Soviétique, nous avons reçu celui des pays de la communauté socialiste et des mouvements progressistes du monde entier [...] À nous seuls, nous n'aurions pu vaincre le blocus, nous n'aurions pu repousser les agressions impérialistes, nous n'aurions pu vivre cette journée victorieuse [...]. Et c'est cette solidarité qui a rendu possible la révolution cubaine, permis l'indépendance de notre patrie, assuré le socialisme à Cuba et garanti notre victoire » Fidel Castro, *Bilan de la révolution cubaine, rapport au 1^{er} Congrès du Parti communiste cubain, suivi des discours de clôture*, Paris, François Maspero, 1976, p. 333 – 334. La citation correspond au discours de clôture le 22 décembre 1975.

³²⁴ Cloarec Danielle Domergue et Antoine Coppolani (directeurs), *Des conflits en mutation? De la guerre froide aux nouveaux conflits*, Paris, Éditions complexe, 2003, p. 368.

³²⁵ « Le 13 octobre, Fidel Castro nationalise plus de 380 entreprises cubaines et les dernières sociétés étrangères qui avaient été épargnées par son « coup de sang » de juillet. Cette décision n'a qu'un seul but : couper les ponts avec les États-Unis. Puisque la confrontation doit avoir lieu tôt ou tard, autant clarifier les choses. Le gouvernement Eisenhower n'a plus de choix : le 18 octobre, il rappelle son ambassadeur, Philip Bonsal, et, le lendemain, décrète l'embargo sur tous les produits américains à destination de Cuba ». Serge Raffy, *Castro l'infidèle*, Fayard, 2003, p. 376.

la VI^e réunion des ministres des affaires étrangères réunis à San José, « il a été décidé de créer une commission de bons offices, formée par des représentants du Mexique, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, de la Colombie et du Venezuela pour essayer de rapprocher les points de vue des États-Unis et de Cuba »³²⁶. Les ministres, réunis à San José, interprètent les rapprochements de Cuba vers le champ socialiste comme une menace continentale. Dans la VI^e réunion de ministres fut signée ladite Déclaration de San José, document que l'encyclopédie exprime :

Was adopted on August 1960, as Resolution I by the Seventh Meetings of Ministries of Foreign Affairs in San José, Costa Rica. It reaffirmed the principles of self-determination and non-intervention in the context of the “attempt of the Chino-Soviet powers to make use of the ... (sic) situation of any American state” to destroy the unity, peace, and security of the hemisphere. The Declaration of San José was a compromise statement between those states that wanted an outright condemnation of Cuba’s connection to international communism and those that were willing to deplore international communism but wanted no mention of either Cuba or the Soviet Union. The United State led an effort to obtain a direct condemnation of Soviet-Cuban (and Chinese) complicity in the intervention of international communism in the Americas. Mexico and some others were opposed to such specificity and sought a broader statement of the principle of self-determination. They and the majority of the Latin American States wanted to keep Cuba within the Organization of American States (OAS) but were willing to joint the United States in a condemnation of extrahemispheric interventions in America. The declaration finally agree upon was adopted by a vote 19 – 0. Cuba had earlier offered its own resolution demanding that the United States cease this aggression against Cuba (which was rejected) and the departed the meeting (thus not voting on the declaration). Cuba complained that the OAS “did not offer protection against others American states”. The Dominican Republic, which has been condemned only a few days earlier by the Sixth Meetings of Consultation, did not attend the meeting³²⁷.

Deux ans plus tard, la problématique cubaine fut remise sur la table de l'OEA. En 1962, se réunirent à *Punta del Este*, Uruguay, les ministres des affaires étrangères des nations américaines. Les ministres adoptèrent neuf résolutions concernant la permanence de Cuba dans l'organisation supranationale. Cette réunion marque l'expulsion de Cuba de l'Organisation des États américains³²⁸. Cependant, théoriquement, dans la charte de Bogota, document sanctionnant la création de l'OEA, il n'y avait pas de dispositions relatives à l'expulsion d'un pays du sein de

³²⁶ Dulce María Cruz Herrera, *États-Unis, Cuba. Les interventions d'un Empire, l'autodetermination d'un peuple*, Montréal, Presse de l'Université de Montréal, p. 12.

³²⁷ Pope Atkins, G. *Encyclopedia of the inter-American System*, Greenwood press, 1997, p. 121 – 122.

³²⁸ Dulce María Cruz Herrera, *op. cit.* p. 112.

l'OEA³²⁹. L'exclusion fut approuvée 14 voix contre 1 et six abstentions (Argentine, Mexique, Chili, Bolivie, Brésil et Équateur). En 1964, la question cubaine revient en scène :

Le 28 novembre 1963, le ministre des Affaires étrangères du Venezuela, Falcon-Briseno, annonçait que les autorités avaient trouvé un dépôt d'armes, dont les caractéristiques permettaient de croire qu'il s'agissait d'armes envoyées par le gouvernement de Cuba pour aider le mouvement du FALN (*Fuerzas Armadas de Liberación Nacional*). C'est ainsi que le Venezuela demanda à l'OEA de convoquer l'organe consultatif en application de l'article 6 du Traité de Rio. Le Conseil de l'OEA décida, le 3 décembre, selon l'article 12 la modification de l'organe de consultation en commission d'enquête [...] La Commission d'enquête a conclu que, en effet, les armes avaient été envoyées par le gouvernement cubain vers le Venezuela et que le but de l'opération était d'imposer dans ce pays un régime politique du type castriste. C'est ainsi qu'après avoir étudié le rapport de la Commission d'enquête créée le 3 décembre 1963, la IX^e Réunion de l'OEA fut convoquée. Le 26 juillet 1964, le Conseil de l'OEA a adopté trois résolutions condamnant Cuba et demandant aux États membres de l'OEA, en application du traité interaméricain d'assistance mutuelle (Traité de Rio), de prendre certaines mesures coercitives contre Cuba³³⁰.

Tout cela signifie que, après avoir déclaré la démocratie comme personne non-grata, Cuba s'est vue isolée économiquement et politiquement. Tous les pays de l'hémisphère rompèrent leurs relations diplomatiques avec Cuba, à l'exception du Mexique et du Canada. Le maintien des relations diplomatiques entre Cuba et le Canada aura des conséquences positives à long terme pour les missions canadiennes établies à Cuba.

L'isolement de Cuba créa des conditions favorables à un rapprochement intelligent de la part de l'Union soviétique. Cuba avait besoin d'un allié puissant, d'abord pour continuer dans la voie anti-démocratique et, ensuite, pour résoudre ses problèmes économiques. De la même manière, l'URSS avait besoin d'un allié proche des États-Unis, son grand rival, pour le transformer en fer de lance. Pour l'URSS, Cuba, isolée et en pleine crise économique et politique, satisfaisait toutes les conditions pour devenir l'allié dont elle avait besoin ; pour Cuba, l'URSS était l'alliée recherchée.

³²⁹ *Ibidem*, p.113.

³³⁰ *Ibidem*.

Peu importe quelle des deux hypothèses s'avère juste, on peut affirmer de manière certaine deux choses. D'une part, au cours des premières années de la révolution, Cuba laisse de côté la voie démocratique, et en s'insérant dans le champ socialiste, elle assume le marxisme comme nouvelle théorie politique pour la construction de la nouvelle société. D'autre part, et c'est une conséquence de ce qui précède, l'adoption du marxisme et ses théories sociales et politiques, dont celle de la lutte de classe, créa des lignes de partages internes en divisant et opposant la société cubaine. Sur un versant, restait la classe ouvrière, de l'autre, tous les ennemis des ouvriers. Commença ainsi la longue et triste histoire de la division du peuple cubain, division prônée par le même Parti-État. Les relations Église-État, lesquelles jusqu'au 1959 avaient été harmonieuses, seront gravement affectées. Dorénavant, la relation Église-État sera dominée par la logique de la théorie de la lutte de classes et de la violence révolutionnaire, et c'est à cette logique qu'il faut se rapporter pour mieux comprendre l'ambiance entourant la réception du Concile Vatican II à Cuba.

3.5 Le christianisme sous la loupe du marxisme

Le marxisme introduit à Cuba est celui développé en Europe orientale à l'ombre de l'URSS et né des expériences soviétiques, aussi connu sous le nom de marxisme-léninisme. Chez Karl Marx, on aperçoit le traitement de la problématique religieuse, mais d'une manière dispersée dans tout son ouvrage. Lénine apporte d'importantes contributions à la théorie marxiste dans le champ de la révolution prolétarienne, la lutte de classes, le matérialisme historique et dialectique et à l'organisation du parti ouvrier. C'est le politicien russe Vladimir I. Lénine qui accorde une plus grande attention à la question religieuse, en établissant un lien très étroit entre elle et la lutte de classes.

Sans vouloir entrer en profondeur dans les méandres de la pensée léniniste, nous exposerons les éléments essentiels de sa pensée, les échos et les interprétations trouvés à Cuba, ainsi que les faits concrets qui en découlèrent et qui touchèrent, en dernier ressort, l'évolution du catholicisme cubain, le centre de notre recherche.

Commençons pour clarifier quel sens prend la religion chez les marxistes. En Russie, ce sera la social-démocratie, devenue parti politique en mars 1898, qui assumera la pensée marxiste en tant que stratégie de lutte pour libérer la nation de la domination

tsariste et pour aboutir à l'affranchissement de la couche ouvrière. Cependant, l'intégration du parti autour d'une pensée de haute volée théorique n'a été réalisée qu'avec de grandes difficultés. Le Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie (P.O.S.D.R) maintiendra la lutte sur deux fronts, soit le mouvement gréviste pour mener les révolutions qui se tiennent à l'intérieur de la Russie entre les années 1905 et 1917 vers la destruction du système capitaliste, et l'instauration de ladite « dictature du prolétariat ». Sur un autre front, la social-démocratie s'est engagée dans l'enrichissement de la théorie marxiste en l'adaptant aux circonstances russes. C'est le contexte où l'interprétation russe des idées marxistes, aussi connue sous le nom de marxisme-léninisme, est née, même si dans sa construction théorique, beaucoup d'autres participèrent, en plus de Lénine, dont Pléjanov, le premier théoricien du marxisme en Russie³³¹, Boujarin, Trotski et Staline. En 1918, les efforts pour construire une société en suivant les théories marxistes deviennent réalité lorsque la République socialiste fédérative soviétique de Russie est fondée : les révolutionnaires russes, dirigés par Lénine, seraient les premiers à tenter de réaliser cet « assaut au ciel ». Cependant, l'expérience historique démontra un écart important entre les théories de la construction de la société parfaite et la pratique factuelle. Le royaume de Dieu sur la terre devint une dictature totalitaire supprimant tous les droits et toutes les libertés individuelles.

La production théorique de Lénine est antérieure à son œuvre révolutionnaire la plus grande : ladite « Grande Révolution Socialiste d'octobre ». Dans son vaste ouvrage, la construction de la nouvelle société occupe une place fort importante et, dans ce cadre, le rôle des religions et de l'Église dans la nouvelle société. Il y a trois articles qui peuvent être pris comme références pour expliquer notre approche : « Socialisme et religion » (1905), « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion » (1909), « Les classes et les partis, et leur attitude vis-à-vis de la religion et de l'église » (1909).

Tous les trois datent de l'époque prérévolutionnaire et tournent autour de ces axes : la position de la sociale-démocratie vis-à-vis de la religion, le rôle historico-social de la religion et le besoin de lutter contre elle, jusqu'à la faire disparaître.

³³¹ Plékhanov sera nommé à plusieurs reprises « Le père du marxisme russe », voir Pierre Grosser, *Le temps de la Guerre Froide, réflexions sur l'histoire de la guerre froide et sur les causes de sa fin*, Paris, Éditions complexes, 1995, p. 195.

Lénine aborde la thématique de la religion d'une façon intempestive et, sans grand scientificité, exprime ce qui, selon lui, ont été les facteurs qui sont à l'origine de la religion :

L'impuissance des classes exploitées dans leur lutte contre les exploiters engendre, tout aussi nécessairement, la croyance en une vie meilleure dans l'au-delà, comme l'impuissance du sauvage dans sa lutte contre la nature engendre la croyance dans les dieux, les diables, les miracles, etc.³³².

Une idée similaire est maintenue par Lénine dans l'œuvre « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion » au dire que :

La crainte devant la puissance aveugle du capital, aveugle parce qu'imprévisible pour le peuple, puissance qui menace d'une ruine « subite », « inattendue », « accidentelle » le prolétaire et le petit exploitant à chaque instant de leur vie, et les ruine effectivement, les réduit à la mendicité, à la misère, à la prostitution, à la mort par la famine ; voilà la racine de la religion aujourd'hui³³³.

Bien que les articles auxquels appartiennent ces deux fragments ne soient pas des traités scientifiques, mais plutôt des discours politiques, ils montrent une connaissance extrêmement superficielle de la religion et de ses origines. Lénine associe l'existence de la religion à l'exploitation des hommes, c'est-à-dire que chez Lénine la religion est un élément faisant partie des relations de dominations ; ainsi il est un phénomène inhérent aux sociétés classistes. Cette interprétation erronée entraîne une autre erreur : pour l'homme d'État russe, la religion a été, tout au long de l'histoire humaine, le soutien idéologique de cette exploitation, et son rôle a été celui de maintenir les masses d'ouvriers plongées dans la misère intellectuelle, et ce, pour faciliter le travail du capital. Pour Lénine, l'idéologie joue un rôle essentiel dans les rapports de pouvoir produits à l'intérieur de chaque « formation économique-sociale »³³⁴, et la religion chrétienne a été tout au long des siècles l'idéologie ayant soutenu les classes exploitantes. Par conséquent, Lénine ne conçoit pas l'élimination du capitalisme sans

³³² Vladimir Lénine, *Socialisme et religion*, [<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1905/12/vil19051203.htm>], (consulté le 21 mars 2015).

³³³ Vladimir Lénine, *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion*, [http://www.communisme-bolchevisme.net/download/Lenine_Textes_sur_la_religion.pdf], (consulté le 21 mars 2015).

³³⁴ Suivant la théorie du matérialisme historique, c'est-à-dire l'interprétation marxiste de l'histoire, celle-ci se réduit à des périodes de durée plus ou moins prolongées tenant en tant que caractéristique fondamentale un certain mode de production de biens matériels qui constituent la base de la société, d'où découle un système de relations entre les classes composant la formation économique sociale donnée. D'après ces théories, l'histoire de l'humanité se développe en suivant ce schéma : communauté primitive, communauté esclavagiste, société féodale, société capitaliste et le but final de l'humanité : la société communiste.

éliminer les formes de production spirituelles qui lui sont inhérentes. Autrement dit, éliminer l'économie capitaliste tout en maintenant tout ce que le capitalisme produit au niveau des lois, de la culture, de système d'idées, que ce soit politique, religieux ou de toute autre nature, équivaut à laisser les racines du système dans la société. Sa germination est une question de temps, et à cet égard, Lénine dirait que :

La religion est une des variétés de l'oppression spirituelle qui pèse toujours et partout sur les masses populaires, accablées par un travail perpétuel pour les autres, par la misère et leur état d'isolement. [...] À ceux qui, toute leur vie durant, travaillent et demeurent dans le besoin, la religion enseigne l'humilité et la patience dans la vie terrestre, en leur faisant espérer une récompense au ciel. Quant à ceux qui vivent du travail d'autrui, la religion leur enseigne la bienfaisance de la vie terrestre ; elle leur offre à très bon marché la justification de toute leur existence d'exploiteurs et leur vend à un prix modique des cartes d'entrée au paradis des bienheureux³³⁵.

Pour approfondir cet aspect, Lénine reprend la phrase « la religion est l'opium du peuple » largement utilisée par tous ceux qui ont voulu corrompre le rôle historique de l'église, et des religions. Mais dans ce cas, le penseur russe va plus loin en affirmant que : « [la religion] c'est un genre d'alcool intellectuel, où les esclaves du capital noient leur image humaine, leurs revendications d'une vie tant soit peu digne d'un être humain »³³⁶.

Une autre question traitée par Lénine serait la position de la social-démocratie par rapport à la religion et aux églises dans le parti d'avant-garde. À cet égard, les articles de Lénine soulignent l'attachement du parti à l'affranchissement de la couche ouvrière, en ajoutant que³³⁷ « cette association [le parti] ne peut et ne doit pas rester indifférente devant l'inconscience, l'ignorance ou l'obscurantisme que représentent les croyances religieuses ». Dans l'article « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion », Lénine revient sur cette idée, en exprimant que :

La social-démocratie fonde toute sa philosophie sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire sur le marxisme. La base philosophique de celui-ci, comme l'ont déclaré souvent Marx et Engels, c'est le matérialisme dialectique, qui a pleinement fait siennes les traditions du matérialisme français du XVIII^e siècle et de Feuerbach (début du XIX^e

³³⁵ Vladimir Lénine, *Socialisme et religion, Œuvres de 1905*, [<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1905/12/vil19051203.htm>], (consulté le 17 janvier 2017).

³³⁶ Vladimir Lénine, *ibidem*.

³³⁷ Vladimir Lénine, *ibidem*.

siècle), en Allemagne, matérialisme absolument athée, résolument hostile à toute religion.

[...] La religion est l'opium de peuples. Cette sentence de Marx est la pierre angulaire de toute la philosophie marxiste dans la question religieuse. Le marxisme considère toutes les religions et toutes les Églises contemporaines, les organisations religieuses de toutes sortes, comme des instruments de la réaction bourgeoise, destinés à abrutir la classe ouvrière et à perpétuer son exploitation³³⁸.

Finalement, nous voulons examiner brièvement la solution léniniste à la question religieuse. Dans le processus de déconstruction de la société capitaliste et de construction de l'utopie marxiste, la destruction de la religion est un impératif. Or, comment l'atteindre ? Nous considérons que sur ce point Lénine restait coincé dans sa propre contradiction, car d'une part il soulève la possibilité de rejoindre dans son mouvement le clergé mécontent, isolé et marginalisé par la haute hiérarchie de l'Église. Sur ce sujet, il dira :

Nous, socialistes, devons soutenir ce mouvement, en faisant aboutir les revendications des ecclésiastiques honnêtes et sincères, en les prenant au mot lorsqu'ils parlent de liberté, en exigeant d'eux qu'ils brisent résolument tout lien entre la religion et la police³³⁹.

Mais, d'autre part, Lénine rejette les croyants en conservant une certaine haine contre eux, et sa contradiction est simple à comprendre. Si les religieux désirent adhérer au Parti bolchevik, le parti ne leur souhaite pas la bienvenue : il les accueille simplement afin d'augmenter le nombre de militants du parti, en dehors de cela, les croyants n'ont aucune utilité, pour le parti ils ne sont que des chiffres. Une fois le parti au pouvoir, l'ancienne lutte contre la bourgeoisie se transforme en lutte contre la religion, autrement dit, la lutte passe à un autre niveau, au niveau idéologique, mais désormais contre les alliés d'hier. L'interprétation de ceci est simple : la lutte contre la religion devient une lutte contre les églises et contre toute forme institutionnalisée de religion. Dans l'attitude du parti à l'égard de la religion, on peut lire :

Nous devons combattre la religion ; c'est l'a b c de tout le matérialisme et, partant, du marxisme. Mais le marxisme n'est pas un matérialisme qui s'en tient à l'a b c. Le marxisme va plus loin. Il dit : il faut savoir lutter contre la religion ; or, pour cela, il faut expliquer d'une façon matérialiste

³³⁸ Vladimir Lénine, *De l'attitude du parti à l'égard de la religion*, [http://www.communiste-bolchevisme.net/download/Lenine_Textes_sur_la_religion.pdf], (consulté le 21 mars 2015).

³³⁹ Vladimir Lénine, *Socialisme et religion, Œuvres de 1905*, [<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1905/12/vil19051203.htm>], (consulté le 17 janvier 2017).

la source de la foi et de la religion des masses. On ne doit pas confiner la lutte contre la religion dans une prédication idéologique abstraite; on ne doit pas l'y réduire; il faut lier cette lutte à la pratique concrète du mouvement de classe visant à faire disparaître les racines sociales de la religion.³⁴⁰

Le sujet de la lutte contre la religion est largement abordé dans les articles susmentionnés, mais étant donné que notre objet est seulement d'esquisser la vision du marxisme soviétique par rapport à la religion, nous nous bornerons à cette ébauche. Finalement, afin de façonner notre exposé, nous pensons qu'il importe également d'ajouter quelques pistes contribuant à la compréhension du conflit marxisme-religion dans le contexte russe des années 1920, et des raisons qui nous amènent à penser que les théories qui découlent de ce contexte sont tout à fait étrangères à la réalité cubaine.

D'emblée, les perceptions de Lénine par rapport à la genèse historique, anthropologique, et même sociale, de la religion sont tout d'abord erronées. Lénine porte des jugements découlant de la pensée marxiste, mais en oubliant que même pour nier il faut argumenter. Dans le discours de Lénine, on aperçoit une défense passionnée des idées soi-disant révolutionnaires, d'avant-garde et appelées à l'affranchissement de la couche ouvrière, mais la scientificité est absolument absente. Lénine nous semble un grand apologiste, du même genre que ceux qu'il critique, en défendant ses idées avec beaucoup de passion, mais sans aucune raison. Ceci est remarquable dans sa tendance à identifier l'apparition de la religion comme expression des sociétés classistes, une conception profondément anhistorique et très éloignée de la vérité scientifique.

Certes, au sein du marxisme soviétique apparut une importante école pour l'étude scientifique de la religion, pour assurer une certaine scientificité à une approche nettement politique. Néanmoins, les études réalisées vont juste dans le sens contraire de celles apparues à l'Occident : il s'agissait d'une école qui, tout en utilisant des preuves scientifiques, démontrait tant le caractère artificiel de la religion en tant que phénomène social que son rôle d'idéologie légitimant les classes exploitantes durant l'histoire de l'humanité.

³⁴⁰ Vladimir Lénine, *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion*, œuvre du 13 mai 1909, [<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1909/05/vil19090513.htm>], (consulté le 17 janvier 2017).

C'était une sorte d'école antireligieuse d'études religieuses, un phénomène fort singulier. Les travaux issus de l'académie soviétique, parrainés et financés par le parti-État, furent utilisés en tant qu'instruments de propagande politique en faveur du gouvernement. Dans ce courant, on trouve d'importants auteurs tels que A. Kryvelev, S. Tokarev, et bien d'autres, tous réunis dans l' « Institut de l'athéisme scientifique de l'académie de sciences sociales de l'URSS »³⁴¹. Cependant, cette école, au-delà de ses importantes contributions en matière d'anthropologie et d'histoire des religions, fut davantage la source idéologique qui soutint le régime soviétique en matière de politique antireligieuse. Dans ces travaux, l'attachement à la politique officielle compte plus que la vérité historique.

Une deuxième réflexion portera sur la situation particulière de l'Église dans la grande nation russe. Selon une statistique publiée sur le site web catholic.net³⁴², en 1915, la communauté catholique de la Russie européenne comprenait 80 paroisses et environ 220 000 fidèles, et dans les régions sibériennes il y avait 40 paroisses et 120 000 croyants. Moins d'un quart de million de fidèles et 120 paroisses n'ont pas un poids important dans une société de plus de 171 millions de personnes. L'Église que Lénine s'attachait à combattre ne fut pas l'Église catholique, mais l'Église orthodoxe russe.

Cela étant dit, nous sommes obligés de remettre en question deux aspects. D'une part, nous devons définir le rôle spécifique de l'Orthodoxie dans la société russe des années 1920 et d'autre part, nous devons déterminer si le comportement des églises chrétiennes partout dans le monde était le même que celui de l'Église orthodoxe russe, de manière à ce que les réponses données par la social-démocratie russe puissent être utilisées en tant que réponse générale dans tous les contextes. Apporter les réponses nous contraint à approfondir ce sujet.

³⁴¹ « El Congreso XXIV del Partido comunista de la Unión Soviética marcó a la ciencia marxista grandes tareas: generalizar las experiencias de la edificación del comunismo, desarrollar la visión dialéctico-materialista del mundo y superar los restos del pasado en la conciencia y en el comportamiento de la gente. En la solución de estas tareas recae un papel destacado sobre el ateísmo marxista. [...] La Academia de las ciencias sociales adjunta al Comité central del Partido comunista de la Unión Soviética fundó el Instituto del ateísmo científico cuya tarea es dirigir y coordinar las investigaciones científicas y elaborar los problemas actuales de la teoría y de la praxis del ateísmo. Estas medidas dan la posibilidad de profundizar la elaboración compleja de los problemas teóricos del ateísmo científico y de aprovechar en la educación atea todos los recursos de la influencia ideo lógica sobre la gente y de mejorar la organización de la labor atea », ce fragment correspond à l'article, *Instituto de Ateísmo Científico de la Academia de Ciencias Sociales de la URSS*, [<http://fradive.webs.ull.es/masterocw/2B/ateisdef.pdf>], (consulté le 21 mars 2015).

³⁴² Ces statistiques ont été prises du site <http://es.catholic.net/op/articulos/17743/cat/665/historia-de-las-diocesis-catolicas-en-rusia.html>, (consulté le 12 mars 2015).

Bien que l'histoire de l'Église orthodoxe remonte aux années 988 de notre ère, en prenant comme point de départ le baptême du prince Vladimir de Kiev³⁴³, la séparation totale de l'Église Grecque de Constantinople, survenue en 1589, marqua le début de l'orthodoxie russe en tant qu'institution indépendante³⁴⁴. Pour Antoine Nivière, l'Église russe traverse cinq périodes au cours de son histoire : la période kiévienne, la période mongole, la période moscovite, la période impériale et la période soviétique. Grosso modo, dès son début jusqu'aux années 1920, date de la révolution russe, l'orthodoxie basculera de l'indépendance de l'Église Grecque à la soumission à l'État russe, en passant par des périodes éphémères de consolidation où l'Église se transformera en élément structurant de la société³⁴⁵. La montée de Pierre Le Grand en tant que tsar de la Russie ouvrit une nouvelle époque pour l'orthodoxie. Pierre se rendit compte du pouvoir de l'Église et, afin de l'affaiblir sans la faire disparaître, il commença toute une série de réformes menant à l'établissement d'une sorte de césaropapisme. Selon Ladislav Gonczarow³⁴⁶, « (dans) le dernier quart du XIX^e siècle, l'Église, ayant perdu toute indépendance, devient le Département de la Confession orthodoxe, un outil docile du gouvernement ». Ce fait se traduit par la coupure de tout lien moral et social avec le peuple russe, en plus de son humiliation.

Celle-ci est l'église existant en Russie au moment de la révolution, une église attachée au gouvernement et sous son contrôle. Selon le professeur et historien de l'Église, Andrea Ricardi, le lien étroit entre le tsarisme et l'orthodoxie russe avait créé une sorte d'identification entre les deux institutions³⁴⁷, critère qui ne nous semble pas exagéré si on le compare avec l'affirmation de Ladislav Gonczarow selon laquelle :

Ce fut l'Église qui transféra de Byzance en Russie la notion théocratique du chef d'État investi de cette fonction par la volonté divine. Le clergé prenait une part active aux affaires de l'État. Les ecclésiastiques exerçaient des fonctions de conseillers auprès des princes russes. Dans les périodes de discordes et de luttes intestines entre les princes, ils assumaient souvent le rôle d'intermédiaires et de pacificateurs³⁴⁸.

³⁴³ Antoine Nivière, *Les orthodoxes russes*, Turnhout Brépols, 1993, p. 13.

³⁴⁴ Ladislav Gonczarow, *L'Église orthodoxe russe et l'État*, [http://agora.qc.ca/documents/eglise_orthodoxe--leglise_orthodoxe_russe_et_letat_par_ladislav_gonczarow], (consulté le 02 mars 2015).

³⁴⁵ Hilario Gómez, *La Iglesia rusa, su historia y su dogmática*, Consejo superior de investigaciones científicas, departamento de cultura internacional, Madrid MCMXLVIII, p. 785 - 832.

³⁴⁶ Ladislav Gonczarow, *op. cit.*

³⁴⁷ Andrea Ricardi, *Ils sont morts pour leur foi, la persécution des chrétiens au XX^e siècle*, Paris, Plon/Mame, 2002, p. 25.

³⁴⁸ Ladislav Gonczarow, *op. cit.*

Nous comprenons que c'est une vue d'ensemble sur l'histoire de l'Église orthodoxe russe, mais le point est le suivant : est-ce la situation exacte de l'Église catholique cubaine au moment où la révolution cubaine se produit ? Le rattachement au gouvernement qui créa une sorte de césaropapisme, la réduction de l'activité de l'Église jusqu'à la transformer en une institution appendice de l'État impérial, le contrôle de l'État sur les biens et propriétés de l'Église; tous ces éléments étaient-ils présents dans l'Église catholique cubaine au moment de la révolution ? Il est fort imprécis et polémique de répondre affirmativement à cette question. Il ressort donc clairement de ce qui précède que ce qui se passe en Russie entre l'Église, l'État et la société, ne se répète pas dans le contexte cubain. Par conséquent, la pensée développée par Lénine est un reflet d'une situation concrète et particulière. En d'autres mots, tout le discours léniniste sur la religion, en plus d'être largement ascientifique, n'est pas susceptible d'être appliqué dans la société cubaine. Nous voilà face à l'un des problèmes principaux affronté par la révolution cubaine dans sa politique religieuse, le transfert acritique d'une méthode née dans un contexte fort différent du contexte cubain.

Du point de vue théorique, l'adoption des théories marxistes pour construire une nouvelle Cuba endommage sensiblement l'Église grâce à, d'un côté, la lutte de classes et, de l'autre côté, la relecture dont l'histoire cubaine fera l'objet. À la lumière de ces deux événements, l'Église sera tenue responsable de plusieurs des maux sociaux empêchant le développement social et économique du pays.

Cette malheureuse relecture de l'histoire du catholicisme cubain la transforme du jour au lendemain d'institution servante du peuple en ennemi de la société cubaine. Il faut le dire, beaucoup des historiens qui soutiennent cette thèse, se sont formés en tant qu'historiens dans l'époque révolutionnaire et se sont mis au service de la nouvelle idéologie. Ceux qui ne firent jamais du marxisme leur méthode de recherche durent choisir entre l'abandon du pays ou demeurer dans le silence absolu. Parmi ces derniers se distingue la figure de Ramiro Guerra, l'une des plus importants historiens de la Cuba pré-révolutionnaire³⁴⁹, décédé à La Havane en 1970 dans l'oubli. Sa méthode de travail, un mélange de positivisme et de tendances de l'école française, fut remplacée par le plus fermé marxisme orthodoxe.

³⁴⁹ Carmen Almodóvar Muñoz, *Antología crítica de la historiografía cubana: Período neocolonial*, Editorial Pueblo y Educación, La Habana, 1989, p. 527.